

ÉCONOMIE POLITIQUE

Se renouveler pour sortir de l'austérité

Ce dossier rend compte de la rencontre organisée le 29 mars dernier à la Bourse du Travail de Paris par notre revue, avec le soutien du Parti de la Gauche européenne. Nous voulions répondre à un sentiment d'urgence.

Chez beaucoup d'entre nous se développe la sensation d'une marche vers une catastrophe inéluctable, que personne ne veut vraiment mais que personne n'est en état de prévenir, comme dans ces mois de 1914 où le déchaînement des nationalismes, la course aux armements, la mécanique des alliances ont abouti au premier conflit mondial.

Cette angoisse n'épargne pas la profession des économistes. Elle se mêle au sentiment d'une responsabilité face à la situation.

Car c'est au nom d'arguments économiques – la « dette », les exigences des marchés financiers face auxquelles « il n'y au-

rait pas d'alternative » – que les politiques menées depuis des années maintenant imposent des mesures d'austérité, c'est-à-dire, très précisément, des assauts systématiques et répétés contre les services publics et contre la protection sociale.

Et c'est aussi au nom d'arguments économiques que les initiateurs de la rencontre d'aujourd'hui appellent à récuser l'austérité.

Parce que comprimer les dépenses publiques c'est, à court terme, créer un risque de récession.

Parce qu'à plus long terme c'est affaiblir durablement l'économie face à une mondialisation de plus en plus brutale, miner son potentiel de création des richesses qui sont la source des salaires et des dépenses sociales.

Parce qu'on ne peut pas ne pas voir les points communs de la situation actuelle

DOSSIER





avec les politiques de déflation qui ont aggravé la crise des années trente et mené à la catastrophe finale.

Parce que cette austérité est un aspect central de l'appauvrissement de la société, et du sentiment d'humiliation nationale qu'il suscite dans un pays comme le nôtre, fier à juste titre de ce que ses services publics ont représenté dans l'histoire. Une humiliation nationale que l'extrême droite exploite pour détourner les regards des causes de la crise – les efforts désespérés du capital pour préserver ses taux de profit – et les polariser sur ce qui divise : racisme, haine des étrangers, et de tout ce que cette idéologie prend pour cible comme « autre ».

Mais où sont les forces capables de rendre résistible cette ascension du mal ? Dans les luttes sociales certainement. Si défavorable soit le rapport des forces, elles existent et sont le meilleur antidote aux ferments de division. C'est pourquoi notre réunion était organisée comme une suite de dialogues entre économistes et animateurs du mouvement social : syndicalistes, associations de défense des services publics.

Mais pour prendre toute leur force, ces luttes sociales ont besoin d'être reconnues comme porteuses de solutions globales à la crise de la société. Et là, il faut interpeller les politiques. La volonté du peuple, en juillet dernier, a donné naissance au Nouveau Front populaire et, contre toute attente, barré la route de Matignon à Bardella.

Mais l'emprise de la réaction et de l'extrême droite sur les esprits n'est d'un certain point de vue que le miroir de la faiblesse de la gauche, de sa division mais surtout du discrédit où sont tombés les thèmes qui ont fait sa force au ^{xx}e siècle. Relancer la demande, redistribuer les richesses par l'impôt ne suffit plus.

Nous pensons qu'il faut renouveler profondément le logiciel de la gauche. Avec l'impératif d'une triple novation : la prise en compte de l'enjeu écologique, une nouvelle priorité donnée au développe-

ment des capacités humaines, l'exigence de nouvelles coopérations internationales pour maîtriser les mutations écologiques, démographiques, monétaires, technologiques et informationnelles, qui bouleversent notre civilisation.

C'est ce qui fait toute l'importance du soutien apporté par le Parti de la Gauche européenne à la manifestation dont nous rendons compte dans ce dossier, et de nos orateurs venus des deux fondations européennes, New Economics Fondation et Transform, du PTB et de Die Linke.

Nos références théoriques sont et resteront différentes. Nos affiliations ou absences d'affiliations couvrent tout le spectre de la gauche, ou au moins du Nouveau Front populaire. Mais nous convergions pour mettre en cause l'austérité, en ayant appris, par l'expérience des dernières décennies, que cette convergence ne peut être productive que si les débats, la confrontation des points de vue sont acceptés et recherchés, et non occultés.

Cette journée, et la publication que nous en faisons, veulent avoir des suites, sous forme de débats, d'initiatives, d'actions convergentes. Comme l'ont annoncé en fin de séance Guillaume Roubaud-Quashie, président de la Fondation Gabriel Péri, et Denis Durand, codirecteur d'*Économie & Politique*, l'un des prochains rendez-vous sera le colloque organisé le 24 mai prochain en conclusion du séminaire de la Fondation Gabriel Péri sur les évolutions contemporaines du capitalisme.

Ouverte par un retour historique sur l'expérience de la sortie de crise après la Deuxième guerre mondiale, la journée était organisée en trois tables rondes, la première sur les services publics, la deuxième sur l'« offre », l'efficacité économique dans la poursuite de buts écologiques et sociaux, et la troisième sur la place que la lutte contre l'austérité devrait tenir dans la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Sortir de l'austérité : retour sur l'histoire

Michel Margairaz,
professeur émérite d'histoire contemporaine,
Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Les leçons de l'après-guerre

Les années 1930

Les années 1930, la combinaison de la crise économique et de ses conséquences est centrale pour comprendre les dynamiques politiques et sociales de l'époque. En France, en 1936, le Front populaire, une coalition des socialistes, des radicaux et soutenue par les communistes, a cherché à relancer l'économie tout en améliorant la situation des salariés, notamment des plus démunis. Cette période a également vu les prémices de la Seconde Guerre mondiale, ajoutant une dimension de tension internationale aux défis économiques nationaux.

Grâce à la double poussée de la victoire électorale et des grèves massives avec occupation – essentiellement dans le secteur privé – de mai 1936, le gouvernement du Front populaire a mis en place des mesures emblématiques, à travers un double processus : un ensemble de lois (telles que la semaine de 40 heures payées 48, les congés payés, la création de l'Office du blé pour stabiliser les cours agricoles, quelques nationalisations des industries d'armement) et l'Accord Matignon signé entre l'État, le patronat et la CGT réunifiée depuis peu. Cet accord, parainé par le gouvernement, aboutit à des hausses substantielles de salaires, des conventions collectives et la création de délégués d'atelier. Ces mesures, essentiellement financées par le patronat sous la pression des grèves, ont marqué une avancée sociale significative. Elles ont jeté les bases de ce qui allait devenir l'État social, un concept qui, bien que parfois appelé « État providence », dépasse cette simple appellation par son ambition et ses effets ultérieurs, particulièrement à la Libération. Mais la Guerre d'Espagne à partir de juillet 1936, la fuite des capitaux dans un système financier resté ouvert empêchent le Front populaire d'achever son programme qui comportait notamment un programme de grands travaux de relance économique (complétant une politique de la demande dans son volet investissements) et un système de retraites. Il est bien établi que le gouvernement Blum engage le réarmement, ce qui réduit les autres dépenses du programme.

L'après-guerre

Les années 1940 marquent une rupture avec la période précédente, notamment après la libération de la France. Le Conseil national de la Résistance (CNR) a élaboré un programme ambitieux visant à sortir le pays de la précarité économique et à réaffirmer sa souveraineté. Ce programme, signé par tous les mouvements de Résistance, tous les partis politiques non vichystes et les syndicats (une CGT réunifiée, et la CFTC, beaucoup plus réduite), a mis l'accent sur l'unanimité et la primauté de la reconstruction nationale. Il a conduit à des nationalisations majeures bancaires et industrielles, à la création de la Sécurité sociale, du Commissariat du Plan, à la mise en place d'un financement public massif des investissements suivant les priorités du Plan, à la consolidation d'un secteur économique public robuste et au renforcement démocratique de la Fonction publique. Le programme du CNR a été élaboré dans un contexte de clandestinité, où les débats démocratiques étaient complexes, mais essentiels pour maintenir l'unité face à l'occupant et aux alliés. Le CNR au complet s'est réuni une seule fois, le 27 mai 1943, rue du Four, mais son influence a été considérable. Le souci d'unanimité a permis de construire un programme solide, qui n'a été remis en cause que bien plus tard, dans les années 1980-1990. Ce programme a non seulement répondu aux besoins immédiats de reconstruction, mais a également posé les bases d'une transformation structurelle de l'économie et de la société françaises, à la base de l'État social.

Le plan de modernisation et de reconstruction, dirigé par Jean Monnet, visait à relever le niveau de production (le maximum précédent de 1929 + 25 % en 1950) et à atteindre le plein-emploi. Pour ce faire, il a réuni 18 commissions de modernisation réunissant représentants du patronat, des syndicats (essentiellement la CGT, forte de plus de 3 millions de salariés), des experts et des représentants de l'État. Afin d'éviter un saupoudrage facteur de gaspillages de ressources financières rares, le plan a fixé des priorités cohérentes dans les 6 secteurs clés : les charbonnages, l'électricité, – tous deux nationalisés – les

DOSSIER

transports, l'acier, le machinisme agricole et le ciment. Le financement de ce plan a été assuré par des emprunts, des mesures fiscales exceptionnelles et l'aide américaine *via* le plan Marshall à partir de 1948. Ce dernier a joué un rôle crucial en accélérant la reconstruction et en permettant à la France de dépasser en 1950 le niveau maximal antérieur de production atteint en 1929, bien que les objectifs initiaux aient été ajustés en raison des réalités économiques. La nationalisation de secteurs économiques stratégiques, tels que l'énergie, les transports et les banques, a permis de créer un secteur public fort, capable de soutenir les objectifs de reconstruction et de développement. Soulignons cependant que les priorités faisaient l'objet d'un consensus, car il s'agissait des secteurs amont conditionnant le relèvement général de la production et des échanges.

Ajoutons trois spécificités de la période, fort différentes de la situation d'aujourd'hui :

1. Il s'agissait de moderniser *ces secteurs connus* et objets d'un large *consensus* social et politique en suivant les voies déjà tracées avant-guerre par le *leader* technologique, les États-Unis. C'est d'ailleurs le *rattrapage* économique et technologique de 15 années de stagnation depuis 1930 suivant les voies déjà tracées par les États-Unis qui explique largement les taux de croissance exceptionnellement élevés et durables (pendant 25 ans). Alors qu'on sait bien qu'aujourd'hui les secteurs d'avenir ne sont pas unanimes et clairement définis.

2. La France s'était engagée en ratifiant à la fin de 1945 l'accord de Bretton Woods de juillet 1944 créant le nouveau système monétaire international fondé sur l'or et le dollar, à rouvrir ses frontières au commerce international. Mais elle disposait pour cela de délais tant que l'économie n'était pas suffisamment stabilisée, ce qui a maintenu jusqu'aux années 1960 des frontières relativement fermées aux biens et services extérieurs. Cela créait les conditions d'une politique de la demande (consommation et investissement) et de l'offre (des secteurs modernisés) dans un espace national préservé, à l'inverse de la mondialisation économique et financière qui se développe dans les années 1980 et surtout 1990.

3. La Charte de l'Atlantique signée en août 1941 par Churchill et Roosevelt – les dirigeants des deux puissances économiques libérales – et la conférence du Travail de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Philadelphie de 1944 ont souligné la nécessité de compléter le retour à la paix en assurant la « sécurité économique et sociale », reflétant un contexte international marqué par les horreurs de la guerre et les malheurs de la crise des années 1930, par la condamnation de la « tyrannie nazie » et par le discrédit des mécanismes libéraux des années 1930. La déclaration de Philadelphie, avec son principe « le travail n'est pas une marchandise », a légitimé la « sécurité économique et sociale », posant les bases d'un nouvel ordre social et économique mondial. Le programme du CNR a également inclus « un système complet de Sécurité sociale », offrant une couverture voulue solidaire entre générations, uniforme et universelle des risques sociaux. Cette initiative a marqué une rupture avec les pratiques antérieures, en assurant une protection contre tous les aléas de la vie, tels que la maladie, la vieillesse et les accidents du travail. Relevons le fait que l'assurance-chômage n'y figure pas, dans un contexte de plein-emploi et même de pénurie de main-d'œuvre. Ajoutons que le mode de financement choisi par contributions des employeurs et des salariés supposait pour les contemporains une politique de plein-emploi.

Précisons un élément moins connu. Il y avait une commission de la main-d'œuvre au sein du Plan, présidée par André Tolle (résistant parisien et syndicaliste communiste),

qui a abouti à un double grand compromis social : accepter le retour à une semaine de 48 heures, mais en maintenant la semaine légale à 40 heures et en augmentant de 25 % la rémunération des heures supplémentaires ; promouvoir l'idée que « toute augmentation de la productivité devait se traduire par une amélioration du niveau de vie ». Cette approche visait à créer un cercle vertueux, où l'efficacité économique visait à assurer la souveraineté d'un développement profitable à l'ensemble de la société, et pas seulement à une élite économique. Elle reflétait une vision progressiste de l'économie, où la croissance retrouvée devait être partagée équitablement.

Par ailleurs, la période d'après-guerre a été marquée par une inflation élevée, qui a facilité le désendettement rapide de la France. Les dirigeants financiers ont accepté une politique inflationniste pour soutenir l'investissement, rompant avec le dogme de la stabilité monétaire. Cette approche a été soutenue par une forte croissance économique dans les décennies suivantes – de l'ordre de 5 % l'an pendant 25 ans –, permettant à la France de financer ses ambitieux projets de reconstruction et de modernisation.

Secteurs prioritaires déjà connus et largement approuvés ; aide financière américaine (puis militaire dès 1949), et même plus largement légitimation internationale du plein-emploi et de la « sécurité économique et sociale », reflet pour partie de l'hégémonie relative des réflexions de Keynes (disparu en 1946) auprès de nombre de gouvernements ; économie relativement fermée favorable à des politiques de relance de la demande ; très forte croissance due au rattrapage de quinze années de dépression, d'occupation et de pillage nazi : tels sont les principaux éléments de la période qui diffèrent de la nôtre.

Aujourd'hui, par-delà ces différences, certaines leçons de cette période restent pertinentes.

1. Il convient de fixer des priorités articulées entre elles et de s'y tenir afin d'éviter le gaspillage des ressources dû à des discontinuités et au saupoudrage. Les défis actuels incluent la lutte contre la pauvreté, la précarité, la morbidité et l'absence de formation, le réarmement potentiel et les enjeux environnementaux qui impliquent de définir une hiérarchie cohérente.

2. Les choix de développement ont reposé en 1945 sur une forme renouvelée de démocratie sociale, à travers le programme du CNR et le Plan, et des décisions largement fondées sur un grand compromis socio-politique, qui a survécu aux ruptures socio-politiques de la guerre froide après 1947.

3. Il est crucial de maintenir un équilibre entre les mesures économiques, sociales et financières. La protection sociale, liée au plein-emploi, doit être financée par les actifs et les employeurs, comme l'avaient envisagé les contemporains de 1945 et éventuellement d'autres ressources équitablement établies.

En conclusion, les politiques d'une offre soucieuse du long terme, l'élévation des niveaux de vie et les investissements stratégiques sont essentiels pour éviter la domination extérieure et assurer la prospérité. Les différences avec les années 1940, notamment l'absence d'aide américaine et d'inflation galopante et les limites de l'ouverture mondiale de l'économie centrée sur des secteurs prioritaires à définir clairement et démocratiquement, nécessitent une adaptation des stratégies économiques et sociales, intégrant les contraintes environnementales, les besoins du réarmement probable et du développement social pour résoudre les problèmes de pauvreté et de chômage.

II . Table ronde 1 - Services publics : état des lieux ; exigences ; propositions

[Animateur : Cyprien Boganda, *l'Humanité*]

Michèle Leflon,

*présidente de la Coordination nationale des comités
de défense des hôpitaux et maternités de proximité*



Investir dans les services publics, c'est faire des économies !

La Coordination nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité que je représente ici s'est créée il y a vingt ans pour fédérer les luttes locales autour des fermetures de services hospitaliers de proximité en particulier les maternités. Depuis, ces comités militent plus globalement pour l'accès aux soins de toutes et tous dans la proximité.

Je ne reviendrai pas sur la situation dramatique actuelle, elle est connue, mais sur les propositions.

Il faut de l'argent pour la santé. Mon propos ne sera pas de parler à la place des économistes, sur comment trouver cet argent, mais de dire qu'abonder le budget à la fois de l'État et de la Sécurité sociale pour la santé est un investissement nécessaire et les conditions pour que cela soit utile.

Auparavant, je voudrais dénoncer de fausses solutions :

- l'élargissement du régime local d'Alsace Moselle : si c'est une forme de complémentaire santé intéressante et à ne pas supprimer pour la population locale, il ne règle aucun des problèmes de fond, en particulier la nécessité d'avoir plus de ressources. Les hôpitaux de Strasbourg ou de Metz manquent autant d'argent que les autres et les milliards d'économies faits par la gestion unique des remboursements seraient bien inférieurs à ce qui est annoncé par les tenants de la généralisation du système. Des frais affichés de gestion des mutuelles sont en fait des services rendus à la population. Il y a d'autres inconvénients que je ne cite

pas pour faire court, mais ce n'est pas la solution pour aller vers le 100 % Sécu, ce qui par contre est nécessaire.

- les dépenses de santé injustifiées : elles sont de plusieurs types. Il y a d'abord le gâchis lié tout simplement au manque de moyens, que ce soit un examen complémentaire refait car cela va plus vite que de rechercher un résultat en contactant un autre professionnel injoignable car surchargé, ou une équipe de bloc opératoire à l'arrêt, car le manque de brancardier fait attendre le malade suivant. Ensuite, il y a la multiplication des actes liée au paiement à l'acte, et l'on glisse là vers une troisième catégorie, celle liée à la financiarisation où celui qui gagne n'est plus celui qui fait l'acte, mais l'actionnaire, par exemple du groupe financier qui possède les appareils de radiologie. Là il y a de vraies économies à faire et cela oriente vers les solutions :

Le service public, plutôt que le privé

Investir dans le public est une économie, à la fois car cela évite de financer les marchés financiers mais aussi car un système de santé en bon état permet la prévention et coûte donc moins cher avec un bénéfice humain évident ! Cela nécessite des investissements matériels (locaux, équipements) : il n'est pas normal que les hôpitaux se tournent vers des partenariats public-privé faute de moyens pour investir dans des matériels : c'est hypothéquer l'avenir. Cela nécessite des moyens pour le personnel.

DOSSIER

- Pour les médecins, la Coordination revendique d'aller vers une égalisation des revenus et des conditions de travail (permanence des soins en particulier) entre le public et le privé pour mettre fin à l'appel du secteur privé. La proposition de loi transpartisane actuellement en débat au Parlement est intéressante, mais il importe avant tout de former plus de médecins ! Il faut donc des moyens pour les facs !

- Pour l'ensemble des personnels, il faut former davantage en salariant les étudiants pendant leur formation en échange d'un engagement de service public. À noter une inquiétude sur l'ampleur des formations par les régions,

avec une remise en cause des compensations financières apportées par l'État à la suite du COVID pour les formations d'infirmières.

Il faut garder le personnel dans le secteur public ! Cela suppose de nouveaux critères de gestion tournés vers la satisfaction des besoins de la population et non la rentabilité de l'hôpital : les personnels n'en peuvent plus d'une gestion contraire à leur éthique professionnelle.

Enfin, les dépenses inconsidérées liées au privé s'appliquent évidemment au secteur du médicament et des dispositifs médicaux : il faut investir dans un pôle public du médicament.

Philippe Aubry,

membre du bureau national du SNESUP – FSU

L'austérité, une stratégie délétère pour l'enseignement supérieur



L'austérité est une stratégie délétère pour l'enseignement supérieur.

Cette stratégie mise en œuvre dans le fil de la loi LRU de 2007 vise simultanément à développer le financement propre des établissements publics d'enseignement supérieur, notamment à travers les établissements expérimentaux (EPE), et des formations dérogatoires en matière de frais, ce qui conduira à terme à une augmentation des droits d'inscription pour les étudiants.

Nous sommes ici dans un système qui repose essentiellement sur le financement public, au contraire de celui des États-Unis, où les moyens publics alloués sont pourtant bien plus élevés. Récemment, les menaces de coupes budgétaires de Donald Trump sur les universités – abondamment traitées dans les médias – faisaient ainsi état de 400 millions de dollars de subventions pour la seule université de Columbia.

En France, le budget de la mission interministérielle Enseignement supérieur et Recherche est passé de 31,9 milliards d'euros en 2024 à 30,9 milliards en 2025, soit une baisse d'un milliard. Cette réduction affecte principalement la recherche, le ministre ayant choisi de préserver les établissements d'enseignement supérieur, déjà très fragilisés ces dernières années. Sur le long terme, la part de ce budget dans le budget total de l'État a chuté de manière significative : de 6,80 % en 2011 à moins de 5,4 % en 2025.

La loi de Finances 2024 prévoyait pour les établissements d'enseignement supérieur publics 18,2 milliards d'euros de dépenses contre moins de 17 milliards de recettes, créant un déficit initial de plus de 1,2 milliard à la charge des établissements. Fin septembre 2024, les fonds de roulement de ceux-ci ont de ce fait été réduits de 1,75 milliard d'euros, dont 1,4 milliard pour les universités. Conséquence directe : le nombre d'universités en déficit est passé de 1 en

2021 à 59 en 2024, avec 21 universités disposant désormais d'un fonds de roulement inférieur à 15 jours – seuil déclenchant à partir de 2025 une tutelle du rectorat.

Cette situation a des répercussions majeures sur les étudiants et les personnels. Depuis dix ans, le nombre d'enseignants-chercheurs et d'enseignants titulaires diminue tandis que les effectifs étudiants augmentent de plus de 30 % dans les universités. Par exemple, dans certaines filières comme l'informatique, le nombre d'étudiants par groupe de travaux dirigés (TD) est passé d'une trentaine à 60 à l'université Sorbonne Paris Nord, compliquant considérablement l'encadrement pédagogique.

La précarité s'accroît : le recours aux contractuels et aux vacataires a augmenté de 30 %, dégradant les conditions de travail des enseignants permanents et instaurant une rotation néfaste pour la continuité pédagogique. Par ailleurs, certaines formations sont menacées, comme l'école de psychomotricité de Sorbonne Université, vouée à fermer faute de financements étatiques et régionaux, sans réaction des tutelles.

Une réforme de l'accréditation des diplômes brouille les frontières entre établissements publics et privés, notamment avec l'introduction de diplômes comme les « bachelor », créant une confusion chez les étudiants. Cette évolution s'accompagne d'une montée en puissance de l'enseignement supérieur privé, illustrée par des groupes comme Galileo dont le mode de fonctionnement a été mis en cause récemment jusqu'au niveau gouvernemental. Ces acteurs captent des financements publics *via* l'apprentissage, suivant un modèle similaire à celui des EHPAD, tout en imposant des frais d'inscription élevés et des engagements de plusieurs années aux étudiants.

Cette tendance confirme une logique de désengagement de l'État, au détriment de l'enseignement supérieur public et de sa mission sociale.

Liêm Hoang-Ngoc,
maître de conférences à l'Université de Paris 1, ancien député européen



Mettre fin à la sécession fiscale des classes riches et à l'austérité en Europe pour sortir les services publics de l'asphyxie budgétaire

Pour stigmatiser le poids de la « bureaucratie », les communicants des milieux d'affaires présentent la France comme un pays quasi soviétique, avec une part des dépenses publiques de 57 % du PIB. Cet indicateur sous-entend que, symétriquement, la part de la dépense privée ne serait que de 43 %. Or la méthode de calcul utilisée est on ne peut plus erronée¹ : elle aboutit à une dépense privée atteignant... 260 % du PIB ! Le bon indicateur, rigoureusement fidèle au calcul du PIB par la comptabilité nationale selon l'approche dite « par la dépense » proprement dite, consisterait à tenir compte strictement de la consommation finale et de la formation brute de capital fixe des administrations publiques. La part des dépenses publiques se limite alors à 27 % du PIB. Elle est comparable (bien que de deux points supérieure) à ce que l'on observe en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Conséquence d'un choix de société où le périmètre des services publics est plus important en France, elle se situe 8,5 points au-dessus du taux qui prévaut aux États-Unis où la part des dépenses publiques est seulement de 18,5 %. Contrairement à la propagande officielle, notre modèle s'avère particulièrement efficace : si les inégalités de revenu entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres sont de 1 à 18 avant redistribution, elles ne sont plus que de 1 à 3 après impôts et transferts en espèces et en nature².

Les effets indésirables de la modération budgétaire

Pour autant, les données disponibles illustrent la tendance récente au cours de laquelle les politiques publiques ont cherché à réduire la part des dépenses publiques dans le PIB. Elles ont appliqué le volet préventif du *Six Pack*, ensemble de règlements et directives imposant notamment aux États membres de la zone euro de faire progresser leurs dépenses publiques à un rythme inférieur au taux de croissance potentiel de l'économie. En France, les dépenses publiques croissent désormais à un rythme moyen de 1 % l'an, alors que le taux de croissance potentiel est estimé à 1,35 %. L'examen des différentes composantes de la dépense publique est à cet égard riche d'enseignements. Commençons par la consommation finale des administrations publiques, qui mesure la valeur des prestations fournies au coût des facteurs (en fonction de la rémunération des fonctionnaires et du coût des techniques médicales mobilisées). Elles comprennent les dépenses régaliennes, les dépenses de santé et les dépenses d'éducation. Leur part dans le PIB ne croît plus depuis 2008. Dans les détails, les dépenses de santé croissent certes, en raison du

vieillesse de la population (plus dépendante du système de santé) et du coût des techniques médicales, mais insuffisamment pour faire face à la demande de soins et à la désertification médicale. Les dépenses d'éducation par élève décroissent quant à elles. Ces tendances sont inquiétantes car elles compromettent l'avenir : les dépenses de santé et d'éducation appartiennent au champ qualifié par la théorie néoclassique d'investissements en capital humain. Elles sont de nature à accroître le taux de croissance potentiel de l'économie car elles préparent une main-d'œuvre mieux formée et plus robuste. L'idée propagée par les adversaires des services publics, selon laquelle les dépenses de fonctionnement sont, contrairement aux dépenses d'investissement, improductives, est d'autant plus fallacieuse que les premières sont complémentaires des secondes : l'on ne saurait construire d'écoles, lycées et universités sans enseignants, ni d'hôpitaux sans personnel soignant !

L'évolution de l'investissement public n'en est pas moins préoccupante. Non seulement le taux de croissance de la FBCF des administrations publiques est nul depuis 2003, mais, de plus, la part de l'investissement public dans la FBCF totale a baissé de 4 %. La détérioration de nos infrastructures sanitaires, scolaires, universitaires, de logement et de transport en sont l'illustration. Ajoutons enfin que le rapport Pisani-Ferry-Mahfouz de France Stratégie chiffre à 34 milliards les engagements publics nécessaires pour adapter l'ensemble de nos infrastructures au réchauffement climatique.

L'indispensable réforme fiscale

L>Dégager les ressources nécessaires à la remise en état de nos services publics et à l'adaptation des infrastructures à la transition écologique est par conséquent primordial. Il faudra en premier lieu affronter les classes dominantes dans la guerre de sécession fiscale qu'elles mènent depuis deux décennies. Leur bras armé, l'Association française des entreprises privées, est chargée d'opérer le *lobbying* nécessaire, ayant poussé les gouvernements successifs à pratiquer *de facto* la stratégie que l'économiste américain Georges Gilder avait préconisée en 1980 au président Ronald Reagan, fraîchement élu, d'appliquer : baisser au préalable massivement les impôts pour assécher les sources de financement de la « bureaucratie ». Les baisses d'impôt sur le capital et en faveur des entreprises réalisées depuis 2017 se traduisent ainsi par un manque à gagner de 60 milliards d'euros par an pour le financement

des administrations publiques. Elles ne sont pas étrangères à la persistance du taux d'endettement public à un niveau élevé, dès lors que les recettes fiscales induites par la croissance se réduisent à chaque phase de reprise de l'activité dans le cycle.

Une réforme fiscale est donc indispensable, non seulement pour instaurer la justice fiscale et corriger les inégalités qui se sont creusées, mais aussi pour dégager des ressources nécessaires à la remise sur pieds des services publics, aux investissements dans la transition écologique et à l'engagement de la France comme pilier d'une défense européenne autonome des blocs impérialistes. La montée en puissance de l'impôt sur le revenu progressif, assis sur une assiette large, réintégrant les revenus du capital doit être au cœur de cette réforme. Il devra être complété par un impôt sur le patrimoine assis sur une assiette large, incluant la détention des valeurs mobilières, comme le propose la taxe Zucman. L'assiette des cotisations sociales devra être reconsidérée et le chantier de la fiscalité locale creusé. Pour autant, la réforme fiscale ne saurait à elle seule lever suffisamment de ressources pour financer nos priorités sociales, environnementales, industrielles et militaires.

Repenser la gouvernance budgétaire et monétaire de l'Union européenne

Pour mobiliser toutes les sources de financement possibles, la France devra en deuxième lieu rouvrir le débat sur la gouvernance économique européenne. Certains de nos partenaires se déclarent prêts à y prendre part compte tenu du nouvel environnement commercial et géopolitique. Le pacte de stabilité et de croissance (PSC) devra en tous les cas être réformé, afin de permettre à chaque État membre de la zone euro de financer sa transition écologique et sa réindustrialisation, et ce en bonne intelligence avec la BCE. Celle-ci a fait montre, depuis 2015, de sa capacité à permettre aux États de se financer à bas taux sur le marché primaire de la dette souveraine, en déployant sur le marché secondaire de vastes programmes de rachats de dettes dans le cadre d'une politique de *quantitative easing* que la Cour de Justice européenne n'a pas reniée, malgré le recours de la Cour de Karlsruhe. Pendant la crise COVID, le Conseil européen avait ensuite mandaté la Commission

pour proposer une réforme du PSC autorisant la conduite de politiques anticycliques, ainsi que les engagements financiers écologiques et militaires nécessaires. Elle sera torpillée en 2023 par le ministre des Finances libéral allemand (depuis démissionnaire). Celui-ci obtiendra l'application d'un « frein budgétaire » tuant dans l'œuf la réforme en imposant aux pays assujettis à une procédure de déficit excessif de réduire annuellement leur déficit public de 0,5 point de PIB jusqu'à atteindre le critère des 3 %. Il est donc nécessaire de remettre en chantier cette réforme de la gouvernance économique de la zone euro, en associant la BCE dans la conception du *policy mix* adopté par chaque État membre, et en élargissant le champ des régimes d'aides d'État.

Le rapport Draghi³ a dressé amèrement le bilan du déclassement industriel de l'Europe vis-à-vis de la Chine et des États-Unis. L'UE doit tirer le bilan des limites de la financiarisation et de l'échec de la politique mercantiliste qu'elle a imposée à tous les États membres de la zone euro. Celle-ci s'incarne par des politiques de dévaluation interne (austérité budgétaire et salariale) coordonnées dans un cadre libre-échangiste. Non seulement ce cadre est désormais révolu et n'a jamais institué une mondialisation heureuse. Il se traduit surtout par un jeu à somme négative où l'austérité généralisée a tué la demande intérieure européenne, compromis les transitions nécessaires dans chaque pays, creusé les inégalités et favorisé la montée des populismes. Dans chaque État, des changements politiques majeurs sont à l'évidence nécessaires pour rouvrir ces débats, tant les gouvernants actuels restent crispés sur le dogme austéritaire et prisonniers du *lobbying* des milieux d'affaires.

1. Voir Liem Hoang-Ngoc et Bruno Tinel, *Vive la dépense publique*, H & O, 2021.

2. L'écart entre les plus pauvres et les très hauts revenus s'est par contre creusé. Voir Mathias André, Jean-Marc Germain, Michaël Sicsic, « La redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et des services publics, améliore le niveau de vie de 57 % des personnes », *INSEE Analyses*, septembre 2023, n° 88.

3. Mario Draghi, *The future of competitiveness*, European Commission, septembre 2024.



Thalia Denape,

Professeure de sciences économiques et sociales, membre du conseil national du PCF, Économie&Politique



Se renouveler à gauche en mettant en avant emploi et services publics

À gauche, les services publics sont au cœur d'une politique de justice sociale. L'austérité, vecteur d'inégalités, vient remettre en cause ce fondement.

Le rôle des services publics que l'on met généralement le plus en avant à gauche, c'est la lutte contre l'injustice sociale. En effet, ils permettent de dépasser les divisions en rendant accessible à tous, quels que soient son niveau de richesse, son origine objective ou supposée, son genre, son orientation sexuelle, etc., à l'éducation, la santé, la culture, les transports, etc. Les services publics sont universels et servent ainsi l'intérêt général, l'intérêt populaire et national. L'austérité conduit alors à diminuer la justice sociale :

- Une diminution de l'accès pour toutes et tous. On évoquait précédemment par exemple la hausse des frais d'inscription dans les universités qui ne peut conduire qu'à des divisions de classe pour l'accès à la formation supérieure.
- La dégradation de la qualité de ces services et donc non seulement la restriction de l'accès pour toutes et tous, mais aussi de la réponse véritable à leurs besoins.
- Au renforcement du poids du capital privé dans l'économie, et donc de la logique de marchandisation pour rentabiliser le capital, logique porteuse d'inégalités. À Paris par exemple, la baisse démographique (en 10 ans, 30 000 élèves en moins dans le primaire et le secondaire) ne sert pas à alléger le nombre d'élèves par classe (actuellement très au-dessus de la moyenne européenne avec 22 élèves dans le 1^{er} degré contre 19 dans l'UE) mais justifie la fermeture de classes et accroît le recours au privé par les catégories supérieures qui ont l'espoir (souvent illusoire) d'avoir un taux d'encadrement plus grand et des conditions d'études meilleures pour leurs enfants. La marchandisation accélère la ségrégation sociale et spatiale et donc les inégalités territoriales : le privé s'installe dans les territoires jugés rentables et s'adresse aux catégories qui peuvent se l'offrir, tout en trompant ces catégories sur la qualité des services proposés. L'austérité détériore la qualité et le niveau de service apporté.

La gauche doit se réapproprier un projet de transformation du système social et productif, à travers la mise en avant de l'emploi et de la formation dans les services publics.

Si le rôle des services publics dans la justice sociale est central, il est réducteur pour penser tout leur rôle. Ils sont aussi un facteur d'efficacité décisif car ils sont porteurs d'une productivité nouvelle tirée par le développement des capacités humaines (exemples : recherche publique, formation, etc.) et facteur d'émancipation. Par leur nature, les services publics portent une remise en question profonde de la logique d'accumulation du capital et des exigences de rentabilité. Ils peuvent être un levier de transformation sociale pour un changement de système. La gauche doit se réapproprier cette capacité à porter une alternative profonde, non seulement à l'austérité, mais à la logique économique d'accumulation du capital et de rentabilité financière qu'il y a derrière l'austérité. Les services publics en sont un moyen.

Développer les services publics c'est donc répondre aux exigences posées par la crise économique, pour une alternative.

Dans les conditions d'aujourd'hui, les services publics se heurtent au capital et à sa logique qui les empêchent de devenir un pilier de la transformation sociale.

- Il y a bien sûr la marchandisation et la mise en concurrence déjà évoquée, causée par l'austérité.
- Mais il y a aussi les prélèvements considérables par les marchés financiers, avec leur taux d'intérêt sur la dette. En France, c'est 51 milliards d'euros de charges d'intérêt, cela pèse pour 3,5 % des recettes publiques en 2023 soit 1,9 % du PIB ! C'est l'équivalent des dépenses pour l'enseignement scolaire (primaire + secondaire) ! L'augmentation de cette charge, à laquelle a participé la BCE en augmentant les taux d'intérêts dès 2022, sert à justifier aujourd'hui le recours à l'austérité qui mine les services publics.
- Enfin, lorsque des dépenses sont faites, ce sont des dépenses en capital contre les dépenses humaines. Y compris pour les services publics. Par exemple, l'investissement dans l'hôpital se fait pour des fusions d'hôpitaux et des suppressions d'emplois en diminuant le nombre de lits. La logique c'est la domination du capital. La destruction d'emploi dans les services publics conduit :
 - à l'intensification du travail et au développement des risques psychosociaux pour les fonctionnaires en poste, à tous les étages de responsabilité et de qualification. Une perte d'attractivité du métier du fait aussi de la baisse du salaire réel qui s'accompagne d'une augmentation des contraintes ;

- au développement du **recours aux contractuels**, moins protégés, plus précaires ;
- au développement de la **sous-traitance** et de la prestation de services (nettoyage, livraison, sécurité, par exemple) et la détérioration des conditions de travail qui les accompagne : baisse des rémunérations, fragmentation du temps de travail, dégradation de l'accès à la protection sociale ;
- à une persistance du **chômage** : à la fois en ne créant pas de postes vacants suffisants, mais également en renforçant le mal-accompagnement des chômeurs (car les services publics d'accompagnement sont aussi touchés par l'austérité) et en faisant peser sur eux la responsabilité de leur chômage. L'austérité renforce la réduction des travailleurs à une force de travail et à une marchandise, ce qui accroît sa précarisation.

Il y a donc une question de classe profonde : aujourd'hui, les travailleurs des services publics travaillent pour nourrir le capital, directement ! Le capital joue contre toute la société. Il faut sortir de cela.

Cette logique du capital qui s'exerce par l'austérité dégrade les capacités futures à dégager des richesses économiques, en pesant sur la demande, mais aussi sur l'offre.

Le développement des services publics, en mettant en avant l'emploi et la formation, permettrait de générer une tout autre croissance économique, porteuse de progrès économique, social et écologique.

a) Agir pour relancer une demande meilleure et accrue, transformée écologiquement et socialement (créer un choc de demande positif en agissant sur les revenus, sur les conditions de travail, sur les dépenses publiques)

– **Des services publics pour augmenter le niveau de vie des ménages.** Dans les programmes de gauche, ce fut le cas lors des législatives de 2024, apparaît souvent exclusivement la redistribution des richesses par l'impôt. « Taxer les riches », « taxer les supers profits ». Dans la logique de « Robin des bois » : on prend aux riches pour donner aux pauvres (sous forme de prestations sociales). C'est très ancré dans nos mentalités. Certes, la redistribution monétaire par l'impôt, ainsi que par les prestations sociales, sont des outils très importants pour réduire les inégalités et accroître les niveaux de vie. Mais les services publics sont décisifs. L'INSEE, par exemple, indique qu'en 2022, avant redistribution, les plus riches gagnent 18 fois plus que les plus pauvres ; après prélèvement, prestations sociales, on passe à 11 fois ; et après prise en compte des services publics, et de leur consommation gratuite, on passe de 11 à 31. Les services publics participent entièrement à la hausse du niveau de vie des ménages, en particulier des ménages les plus pauvres.

– **Des services publics pour améliorer la quantité et la qualité des emplois, les conditions de travail, pour tirer la demande.** La création d'emploi, l'emploi digne et de qualité, contribue à la stabilisation des travailleurs et travailleuses des services publics plutôt que le recours au statut précaire et à la sous-traitance. C'est nécessaire à l'émancipation, et essentiel pour accroître la demande future (un statut stable et bien rémunéré et un épanouissement dans l'emploi rassurent sur l'avenir, ce qui crée les conditions pour réaliser des dépenses de consommation, acheter un

logement, etc.), donc c'est efficace économiquement. C'est également la base de nouveaux gains de productivité, au contraire de l'intensification du travail qui prévaut dans la pénurie d'emploi.

– **Des services publics pour développer la demande publique et la transformer.** Le développement des services publics tirerait la demande publique vers un type de croissance qui répond aux besoins de la population, plutôt que de servir les intérêts du capital. La création d'hôpitaux, d'écoles, d'espaces culturels, de crèches, la recherche, la protection sociale, etc., nécessitera la participation des secteurs industriels et de services. Cela augmenterait la demande d'emplois, de formation, mais aussi de transformation des produits dans tous les secteurs d'activités publics ou privés. Si on prend l'exemple de la culture, l'austérité a conduit à la suppression de la part collective du Pass culture qui a engendré la mise en danger de très nombreuses associations culturelles qui reposent sur la demande venant des établissements scolaires, éducatifs, mais aussi de prévention, d'insertion, etc. Développer les services publics, cela conduit donc aussi à orienter la demande faite aux entreprises et au secteur associatif.

b) Orienter les dépenses pour développer une offre efficace, écologique et sociale

Les services publics sont ainsi un moyen de contribuer à la hausse de la demande, mais il faut que cette demande s'adresse à une tout autre offre que celle proposée aujourd'hui, qui n'est pas une offre créatrice de richesse économique, sociale et écologique, mais qui est orientée vers l'accumulation du capital pour augmenter les taux de profits. Les services publics sont un moyen, non exclusif, pour contribuer à cette réorientation de l'offre.

– **Les services publics sont eux-mêmes une offre différente** (offre de formation, offre de logement, offre éducative, culturelle, etc.). Grâce aux dépenses dans l'emploi et la formation, la recherche, c'est une nouvelle productivité qui se développe, qui participe à l'efficacité de cette offre. Les services publics reposent largement sur de l'humain, des compétences qui ne peuvent pas s'accumuler dans du capital ; le lien social y est essentiel. C'est un secteur très important de création d'emplois et donc de richesses économiques qui doivent être accompagnées par la formation.

– **La transformation de la demande publique, tirée par le développement des services publics, contribue à réorienter l'offre** car celle-ci s'adapte pour répondre à la transformation de la demande provenant des services publics. À cela, des mécanismes d'incitation à la création d'emploi, au développement de la formation, à l'égalité salariale, au développement écologique de la production, doivent être associés (modulation du taux des prélèvements fiscaux et sociaux à partir d'une assiette élargie, modulation des taux d'intérêt des crédits). Le service public et les aides publiques pourraient ainsi soutenir une réorientation sociale et écologique de la production.

– **Le service public peut soutenir l'offre provenant des entreprises et des associations sur les questions d'emploi et de formation par un véritable service public de l'emploi et de la formation.** Cela demande une tout autre relation entre l'État et les collectivités territoriales et les entreprises, pour réorienter profondément leur activité.

c) Rendre cela possible par un autre type de financement et des nouveaux pouvoirs

Il faudra beaucoup pour les services et tout autrement ! Pour cela, il faut :

– **Des avances massives**, mais qui ne soient pas prétextes à la prédation du capital. Donc des avances à taux zéro. C’est d’ailleurs ainsi qu’on a procédé à d’autres moments de notre histoire. Tout particulièrement au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Au contraire d’une dette auprès des marchés financiers, on crée un Fonds européen financé à 0 % par la BCE, ce que les traités autorisent (article 123.2). Ce sont des avances sans charge de la dette donc sans prélèvement du capital, et qui sont porteuses de création de valeur ajoutée, donc qui fait baisser le ratio dette/PIB (le PIB étant la somme des valeurs ajoutées).

– **Une priorité aux embauches et à la formation, à l’emploi et aux capacités humaines notamment par prérecrutements dans les services publics.** Il faut des formations et embauches de professeurs, d’infirmières, de médecins, de cheminots, d’électriciens, etc. Une fois les gens formés et ayant un emploi, alors ils créent des richesses réelles, utiles et qui développent le PIB, qui « avalent » en quelque sorte la dette. Les recettes publiques augmentent alors par la croissance des impôts payés (même sans réforme des taux d’imposition, qui sera néanmoins nécessaire notamment en renforçant la progressivité).

– **Des mesures fiscales progressistes qui accompagneraient ce financement et une réforme des cotisations sociales** pour en accroître le produit tout en garantissant une justice plus grande.

– **Des pouvoirs étendus de décisions donnés aux personnels en emploi dans les services publics** pour retrouver une capacité de décider de quels besoins à combler et comment. Et de **nouvelles institutions démocratiques décentralisées** avec coordination sur des enjeux nationaux ou internationaux (éducation, défense, lutte climatique) **pour une nouvelle planification** qui s’appuie sur le développement des services publics à toutes les échelles. Les luttes sociales devront être centrales pour la mise en place de cela. Pour conclure. Il faut développer les services publics : c’est juste socialement, nécessaire à l’émancipation et efficace économiquement. Et c’est possible de le faire en donnant un rôle central à l’emploi et à la formation pour une toute autre logique économique, qui n’est pas soumise au capital. On peut déjà ensemble à gauche poser les bases d’une bataille pour cela. En France, il existe des convergences entre nous, mais il nous faut continuer le débat et interpeller les responsables politiques pour qu’ils prennent au sérieux ces convergences et le besoin de se renouveler. En Europe : Il faut revoir les dépenses militaires, s’assurer d’une défense sérieuse du territoire, mais donner la priorité aux dépenses sociales et pour les services publics, ainsi que pour l’écologie.

1. <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7669723#graphique-figure2>>.

Denis Óztorun,

maire de Bonneuil sur Marne, vice-président de l’Association des Maires de France



Cessons d’être sur la défensive !

Je vais évoquer Bonneuil, c’est mon expertise, mais je ne parlerai pas uniquement de notre action : cela n’apporterait pas plus que ce que les intervenants précédents ont déjà dit. Je vais donc essayer d’être un peu provocateur. Commençons par la première provocation : je me fous totalement de ce qu’est le service public. Ça ne m’intéresse pas. Pourquoi ? Parce que le service public, en réalité, n’est qu’un outil. Un outil au service des citoyens. C’était d’ailleurs le sens de la formation que j’animais hier au CIDEFE. Le service public n’est pas une fin en soi. Il faut toujours remettre les choses à leur place : le service public est un moyen, un moyen au service des citoyens. Ce qui compte, c’est notre projet de société. Nous avons justement construit un outil essentiel qui nous permet de faire société : la République sociale et laïque. Et pour intervenir dans cette République, nous avons besoin d’outils dans le secteur public. Malheureusement, parfois, le sage montre la lune, mais on regarde son doigt. On est tellement occupés à défendre le service public – attaqué depuis des décennies – qu’on en oublie le vrai combat : défendre les valeurs et les principes de la République. Ces valeurs sont aujourd’hui durement attaquées, et nous en

avons déjà perdu une partie. Liberté, égalité, fraternité... On y ajoute parfois la justice, mais on n’en parle plus vraiment. À force d’être sur la défensive, on finit par oublier ce que l’on défend vraiment. Je suis un maire communiste – ou plutôt un communiste maire, comme disait Georges Marchais –, et quand on oublie le cœur de notre action politique, je ne vois plus ce que nous voulons défendre. Je tenais à poser cela dès le départ, car derrière chaque attaque, c’est la République qui est visée, c’est l’égalité qui est attaquée. Prenons l’exemple des hôpitaux, évoqués tout à l’heure. Ils sont attaqués de manière sauvage depuis des décennies. Mais qu’attaque-t-on dans les hôpitaux ? Les services et disciplines les plus utiles aux plus précieuses et les moins rentables. Un patient atteint d’un cancer nécessite du temps, tandis que dans le cas des maladies bénignes on peut traiter 30 personnes rapidement. Une prise de sang pour un malade du cancer, c’est une prise de sang. Mais 50 prises de sang pour des cas ordinaires, c’est 50 actes rentables. On externalise ces cas vers le privé, et on détruit les services les plus essentiels au public. Un seul exemple : Sanofi vient d’arrêter ses recherches en oncologie. C’est énorme. Pourquoi ? Parce que ça ne rap-

porte pas assez. Le fleuron français de l'industrie pharmaceutique abandonne un domaine crucial pour une majorité de Français, notamment les travailleurs qui ont sacrifié leur santé. On préfère se concentrer sur de nouveaux vaccins ou sur la neurologie, plus rentables.

Autre exemple, que je connais bien : dans un hôpital public proche de Bonneuil, un grand professeur est parti avec toute son équipe vers le privé, emportant un service entier, une unité d'IRM, un pôle de scanner. Résultat ? Pour le consulter, soit vous attendez deux ans, soit vous payez cher. Voilà la réalité. On pourrait parler aussi de l'Éducation nationale. Aujourd'hui, soit vous en tirez profit, soit vous formez des ouvriers non qualifiés, à la merci des patrons. C'est particulièrement vrai dans les villes populaires, rurales ou urbaines. Et j'entends déjà ceux qui divisent en opposant territoires urbains et ruraux, alors que les besoins sont les mêmes.

Derrière les attaques contre les services publics, la logique d'un capitalisme en crise

Pourquoi est-ce que je parle de tout cela ? Parce que nous faisons face à une libéralisation déjà actée, officialisée en 2002. Nous avons encore regardé le doigt du sage au lieu de regarder la lune. Nous avons observé le FN, la fascination de la société – une réalité –, mais nous avons oublié un homme : Alain Madelin. Pour la première fois, sans honte, il a ouvertement défendu la libéralisation des marchés et la suppression des services publics au profit du privé. À l'époque, on l'a pris pour un marginal, mais en 2002, il annonçait tout ce qui allait se passer.

Pourquoi cette attaque contre les services publics ? Parce qu'on ne veut pas les détruire complètement : on veut les transformer en outils du capitalisme. Ils serviront à réguler les crises et à gérer la misère – ce qui ne rapporte rien au privé. Le service public minimum, c'est s'occuper des pauvres. Et quand le privé en a besoin, il récupère les secteurs rentables et laisse au public les dépenses nécessaires à valoriser la production mais non rentables.

Deuxième point : comment libérer de l'argent ? En supprimant les fonctionnaires, les salaires, les investissements publics. Ainsi, l'État peut injecter ces liquidités dans le privé, via des baisses de charges ou des subventions. Aujourd'hui, quand on parle d'« investissement », on ne parle plus de production, mais de finance.

Cette mécanique s'est accentuée avec la crise de 2008. Les États ont racheté les dettes du privé, et aujourd'hui, nous sommes dans la crise des États. La dette française, comme celle des autres pays, est « impayable ». On ne payera jamais 3 000 milliards d'euros de dette française. Le système capitaliste a besoin d'une crise majeure pour se restructurer.

Et où interviennent les collectivités ? Les 35 000 communes françaises sont les sentinelles de la République. Depuis 1789, elles ont été créées pour protéger les populations contre le retour de l'absolutisme. Mais les libéraux ont constaté que même les mairies de droite maintenaient des services publics pour assurer le quotidien de leurs habitants. Alors, depuis les années 1980, ils attaquent la décentralisation et la libre administration des territoires.

Quelques exemples concrets : en 2010, Nicolas Sarkozy a supprimé la taxe professionnelle. Puis François Hollande a conditionné les dotations aux communes à des critères restrictifs, et supprimé la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement. Tout cela pour faire baisser la dette de 11 milliards d'euros. Pourquoi ? Pour rassurer les marchés financiers. Pour cela, on a asphyxié les communes. On a affaibli les communes, on leur a retiré le droit à la libre administration et leur autonomie.

Deuxième élément, on modifie le statut de ceux qui assurent le service public, c'est-à-dire les fonctionnaires. On casse leur statut.

Avec les 1 607 heures de la loi de transformation de la Fonction publique, on a détruit le statut de la Fonction publique territoriale, alors que les territoriaux sont au plus proche des citoyens. Et là, nous avons dit : stop. Maintenant, il y en a marre de résister, de se mettre sur la défensive et de faire des constats.

Passer à l'offensive

Les constats, on les connaît. Mais pourquoi sommes-nous élus ? À quoi ça sert si nous, les élus sérieux, nous nous contentons de gérer la misère, sans agir pour changer la société ?

Nous avons porté cette loi devant le Conseil constitutionnel – une première dans l'histoire des collectivités territoriales. Nous avons à Bonneuil des fonctionnaires très organisés qui ont fait 21 jours de grève « contre moi » sur les 1 607 heures, croyant que j'allais appliquer la loi. Je n'ai rien appliqué. C'est cette force que nous nous sommes donnée mutuellement qui nous a permis de tenir.

Nous nous sommes dit : maintenant, assez de défensive, passons à l'offensive sur tous les sujets.

C'est de cette façon que nous avons gagné de nouveaux droits pour les agents, avec notamment 1 h 30 de formation et d'ateliers sportifs ou culturels par semaine, sur le temps de travail. Cela, nous l'avons conçu avec les agents, et le jugement rendu par le tribunal administratif sur l'organisation du temps de travail à Bonneuil ne le remet pas en question. Il y a là une question de sens, justement, du service public et de son objectif.

Depuis plusieurs années, nous travaillons à repenser notre action municipale avec toutes les équipes, en tenant compte du contexte local, des populations les plus fragiles – familles monoparentales, retraités notamment. Nous allons renforcer la protection accordée par le service public local. Il ne s'agit pas « d'aider les plus précaires » mais de faire œuvre de cohésion sociale ; de concevoir des politiques transversales et utiles à tous et notamment aux couches moyennes.

Nous avons donc un projet que je vous invite à lire. Il s'agit d'un projet construit en quatre ans. On parlait tout à l'heure d'un service public moderne : nous allons au-delà, vers l'utilité et la défense des valeurs républicaines.

Ce projet s'appelle *Une Université populaire à ciel ouvert*. Parce que lorsque nous construisons le service public, notre objectif politique – en tant qu'élus communistes – est que chacun puisse s'émanciper, que tous aient accès au savoir et que la parole soit libérée.

Une fois ce projet en place, il faut le financer. Bien sûr, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. Mais nous nous dotons des outils nécessaires pour générer des recettes nouvelles.

À Bonneuil, la géothermie est une grande richesse. Nous l'avons municipalisée, et aujourd'hui, elle génère des revenus. Nous avons créé un syndicat public sous contrôle des usagers et des travailleurs. Cela représente près de 500 000 euros de recettes supplémentaires.

D'autres exemples existent : une ferme municipale mise en place par Pierre Garzon, maire de Villejuif qui est aujourd'hui parmi nous, permet de fournir des repas de qualité dans les crèches, à un coût beaucoup moins élevé que le privé.

Nous avons les idées, les moyens, et c'est ainsi que nous résisterons face au gouvernement et aux capitalistes qui tentent de vous diviser.

Patrick Hallinger,
Convergences Services publics

Les services publics, la clé pour l'avenir



Malgré les attaques menées, les services publics résonnent toujours fortement dans ce qui fait l'identité de la France. Ils puisent leurs racines dans le plus profond de notre histoire, depuis Philippe le Bel, l'apport des philosophes des Lumières du XVIII^e siècle, comme dans les luttes sociales et révolutionnaires, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen au programme du Conseil national de la Résistance, ce dernier portant les fondements des services publics modernes.

Les services publics connaissent un fort développement après la Deuxième Guerre mondiale, dans le sanitaire, l'éducation et la recherche notamment. Ils ont été l'osature du développement du pays avec les grands programmes d'équipement, dans le domaine des transports, de l'aérien, de l'énergie, des communications, du logement... Cela a pu se réaliser dans le cadre d'une planification et d'un lien étroit entre les services publics, les entreprises publiques et, plus globalement, l'industrie.

Au début des années 1980, alors que les prémices d'une nouvelle crise sont déjà apparues, cette construction explose avec la domination hégémonique des idées néolibérales et des politiques qui vont suivre. Elles imposent le culte du marché, de la concurrence et du profit. Au plan européen, les directives se sont multipliées pour détruire les grands services publics. Les grandes industries ont, elles, été « libérées » du « carcan de la réglementation administrative » et soumises aux règles du grand marché mondial. La moitié des grandes sociétés industrielles a disparu ; l'autre, lorsqu'elle n'a pas été absorbée par des grands groupes mondialisés, est dans la dépendance des marchés financiers internationaux...

Au total, on observe la montée d'une incapacité croissante à répondre aux grands enjeux d'aujourd'hui : enjeux économiques et sociaux avec la montée d'une misère sociale (6 millions de chômeurs, 17 % d'actifs payés au SMIC, 8 millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire...), enjeux liés aux changements climatiques et à la préservation des ressources de la planète, enjeu d'une coexistence pacifique sur cette même terre.

Pour ce qui concerne les services publics et la Fonction publique, le constat est celui d'un effondrement en termes d'efficacité sociale, et cela malgré le dévouement des personnels. Au début des années 1980, la santé et l'éducation étaient citées comme modèles au plan international. Regardons l'état de nos hôpitaux, les déserts médicaux, les indicateurs comme la hausse de la mortalité infantile. Il en est de même de l'université, avec maintenant 26 % des

jeunes qui lui tournent le dos pour aller dans l'enseignement supérieur privé.

Le gouvernement veut s'inspirer de la méthode de la tronçonneuse d'Elon Musk pour aller plus loin dans le démantèlement des pans de l'administration publique, avec la politique dite du « passage en revue à partir du zéro euro ». Dans le domaine de la Sécurité sociale, le Premier ministre lance une démarche similaire.

Nous ne sommes plus en 1981 ; nous devons penser l'avenir en d'autres termes, pour les peuples et la planète.

Les services publics, la clé pour l'avenir!

À l'opposé de la généralisation du tout-marchand, nous lançons l'appel pour un nouvel élan pour les services publics. Celui-ci doit forcément se lier à l'industrie, avec de nouveaux outils de planification, en mettant au centre l'efficacité économique et sociale.

On nous parle d'un plan de 800 milliards de dépenses pour l'armement. Celles-ci doivent, pour le moins, faire l'objet d'un large débat national sur les objectifs et les moyens – qui doivent être proportionnés – à mettre en œuvre.

Mais pourquoi ne serait-il pas possible de mettre autant d'argent dans un plan européen de biens communs, de relocalisation d'activités, pour la santé, les transports collectifs, une transition écologique dans les manières de produire et de consommer ? Ce sont les services publics qui peuvent apporter ces réponses.

C'est ce qui a conduit la Convergence services publics à participer au lancement de l'appel « Non à la casse sociale au profit d'une économie de guerre ». Nous avons également partagé l'appel de l'association Nos services publics : « Face aux crises, ne choisissons pas entre les enjeux de sécurité et la reconstruction des services publics ». Nous appelons naturellement à signer massivement ces appels.

La campagne du « Printemps des services publics », menée de concert avec l'association Nos services publics, est lancée le 11 avril 2025 au CESE à Paris. Plusieurs dizaines d'initiatives sont programmées et vont se multiplier sur le territoire, plus particulièrement à Tours du 22 au 27 avril, au Bény-Bocage dans le Calvados les 24 et 25 mai, à Paris le samedi 31 mai. D'ores et déjà, cette campagne devra trouver ses prolongements à l'automne, en prenant appui sur le 80^e anniversaire de la Sécurité sociale le 4 octobre 2025.

Nicolas Dufrêne,
économiste, directeur de l'Institut Rousseau

Reprendre le contrôle de l'arme monétaire



Le néolibéralisme, pour le dire simplement, vise à réduire l'espace du service public pour générer de nouveaux champs de rentabilité pour le privé. Cette offensive est toujours d'actualité, et l'un des moyens employés à cet effet – évoqué dans plusieurs interventions – est ce qu'on appelle le principe *Starve the Beast*, «affamer la bête».

Concrètement, on commence par couper les moyens des services publics, ce qui les fait dysfonctionner progressivement. Les gens deviennent mécontents, et finalement on déclare : «C'est mieux de transférer ça au privé». Tout cela est renforcé par un discours fallacieux, comme celui sur les dépenses de fonctionnement de l'État. Pourtant, sait-on que depuis les années 1980, ces dépenses en pourcentage du PIB n'ont pas bougé ? Seuls deux postes ont augmenté : les dépenses sociales (à cause du vieillissement de la population) et surtout les aides aux entreprises, qui ont explosé. Un chiffre marquant : pendant les Trente Glorieuses, l'investissement public représentait 8 % du PIB. Aujourd'hui, c'est moins de 2 %, tandis que les aides aux entreprises, qui étaient à 2 % du PIB, en représentent aujourd'hui 8 %. On a donc inversé la donne : moins d'investissements publics, plus de subventions au privé. Pourtant, on nous parle sans cesse de la dette...

Soit dit en passant, si on effaçait toutes les dettes publiques et privées demain, il n'y aurait plus de monnaie, tout le système s'effondrerait. Cela ne signifie pas que la dette n'est jamais un problème – payer 50 milliards d'intérêts annuels aux marchés n'a rien d'enviable. Mais regardons les dynamiques historiques : au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la dette était à 150 % du PIB, comme Michel Margairaz l'a rappelé, ce qui n'a pas empêché la création de la Sécurité sociale ni 30 ans de prospérité, aboutissant en 1974 à une dette publique de seulement 20 % du PIB. Pourtant, on n'a jamais autant investi que dans toute cette période. Depuis qu'on a abandonné les mécanismes comme le circuit du Trésor (et les avances à taux zéro de la Banque centrale), la dette a explosé tandis que l'investissement public s'effondrait.

Aujourd'hui, le système est devenu inefficace : là où il fallait autrefois 1 point de dette pour 1 point de revenu en plus, il en faut maintenant 4 ou 5. Pourquoi ? Parce que la création monétaire est captée par des «trous noirs monétaires», des secteurs non productifs (immobilier, marchés financiers).

Prenons maintenant l'équation financière du pays :

- Déficit actuel : 150 milliards.
- Besoins pour la transition écologique : +60 milliards/an de dépenses supplémentaires.
- Dépenses indispensables (défense, hôpital, culture...) : +40 milliards.
- Total : 250-300 milliards de besoin annuel.

Même avec une fiscalité plus juste (taxation des rachats d'actions, des grandes fortunes, suppression des niches),

on récupérerait au mieux 100 milliards, en étant très optimiste. Reste 150 milliards à trouver. Comment ? La dette n'est pas une solution adaptée pour financer ce qui n'est pas rentable (soins contre le cancer, protection de l'environnement...). Cependant, l'impôt seul ne suffira pas.

Il faut donc des alternatives radicales

Abolir les règles budgétaires absurdes, qui sont suspendues à chaque crise.

Reprendre le contrôle de l'arme monétaire, aujourd'hui confisquée aux citoyens et aux parlementaires. Ces derniers n'ont même pas leur mot à dire sur les conditions d'endettement de l'État ! Autrefois, on a fait la Révolution pour exiger que la nation, le peuple, aient leur mot à dire sur les finances de l'État : aujourd'hui, il faudrait une nouvelle révolution : le Parlement, les citoyens doivent intervenir dans la gestion des affaires financières, dans la gestion de l'endettement de l'État et donc dans la gestion de la banque centrale.

Et donc, remettre en question l'«indépendance» des banques centrales, qui disposent d'un pouvoir de création monétaire illimité. Preuve en est que la BCE a créé 300 milliards en 2 ans pour en faire cadeau aux banques, puisque les réserves excédentaires des banques qui ont un compte à leur banque centrale sont grassement et inutilement rémunérées. C'est là la cause des pertes récemment annoncées par les banques centrales. Pourquoi ne pas utiliser cette capacité pour les services publics ?

Une piste concrète à propos de laquelle j'avais lancé une campagne : la BCE détient 4 000 milliards de dette publique (1/3 du total). Pourquoi devrions-nous rembourser une institution qui n'a pas besoin de cet argent puisqu'elle crée la monnaie ?

C'est presque un crime, c'est une dette odieuse : sacrifier les services publics, lever des impôts sur tout le monde, sacrifier les gens, ne pas investir pour l'avenir... et tout cela pour rembourser une institution qui n'en a pas besoin. Une institution qui peut remplacer ses pertes d'un claquement de doigts. Même quand elle a des fonds négatifs, cela n'a aucune conséquence. C'est ce que vient de dire Christine Lagarde : «Oui, on fait des pertes» – pas pour les services publics, bien sûr, mais pour rémunérer les privilégiés – «mais ça n'a aucune conséquence, ne vous inquiétez pas, tout est sous contrôle, on est la banque centrale.»

Christine Lagarde avait tout dit en 2010. Elle s'exprimait alors dans le *Wall Street Journal* : «Nous avons violé toutes les règles de l'UE pour sauver la zone euro.»

Utilisons ce même pouvoir pour nous, pour les citoyens, pour la population. Voilà une résolution à contenir, une action concrète à mener et pour laquelle se battre. Plus généralement, il faut récupérer le contrôle sur la création monétaire, sur les banques centrales, pour mettre en place de vrais mécanismes de financement.

Dany Lang,

Maître de conférences en économie, Sorbonne Paris-Nord



Les politiques d'austérité déchirent notre tissu social

Je partage évidemment beaucoup des choses qu'ont dites Nicolas Dufréne et Frédéric Boccara, notamment sur la question de la dette et du financement des dépenses publiques. Quand on parle des 100 milliards pour la défense, il faut d'abord rappeler une évidence : une vraie économie de guerre, c'est quand on consacre 30 % du PIB à la défense. Nous n'en sommes pas là, et heureusement. Quand les macronistes et les journalistes libéraux comme Nicolas Bouzou parlent d'« économie de guerre », c'est juste un nouveau prétexte pour continuer à couper dans les dépenses publiques et les droits sociaux. C'est la poursuite du programme néolibéral, rien de plus.

L'austérité en période de récession n'a jamais fonctionné. Dans les années 30, au moins, ils avaient l'excuse de ne pas connaître les mécanismes keynésiens. Hoover aux États-Unis, Brüning en Allemagne, Laval en France, croyaient sincèrement qu'un État devait se gérer « en bon père de famille », comme un ménage. Mais nous, aujourd'hui, nous savons que quand on coupe dans les dépenses publiques pendant une récession, on l'aggrave. Nous connaissons le mécanisme du multiplicateur keynésien : en France, 1 euro de dépense publique rapporte en moyenne 1,20 euro de croissance. À l'inverse, 1 euro de coupes budgétaires, c'est en moyenne 1,20 euro de croissance en moins. C'est plus en période d'expansion, moins en période de récession. Couper dans les dépenses en période de récession, c'est l'équivalent des saignées en médecine médiévale. On sait aujourd'hui qu'elles affaiblissent le malade en pensant que ça va le guérir !

Depuis les années 1930, les théories économiques ont fait des progrès. Nous savons que certains secteurs ont un effet multiplicateur plus fort que d'autres. La culture, l'écologie, l'éducation – on sait que quand on coupe dans ces secteurs, les effets récessifs sont énormes. Comme Roland Kulke l'a bien expliqué, l'Allemagne a compris qu'on ne peut plus tout miser sur une politique d'exportations, et elle lance une politique de relance de la demande interne, même si elle est mal orientée. Augmenter les dépenses militaires sans politique industrielle et sociale derrière, ça ne sert à rien.

Taxer les plus riches

Alors comment financer cette dépense ? D'abord, en taxant davantage les plus riches, je suis un peu plus optimiste que Nicolas sur ce qu'on peut en attendre. Les ménages très riches ne paient que 0,3 % d'impôts sur le patrimoine aujourd'hui, 25 % d'impôts sur le revenu¹. Si on les obligeait à payer ne serait-ce qu'au même niveau que vous et moi, on aurait des rentrées fiscales intéressantes. Ensuite, il faut revoir les 200 milliards d'aides aux entre-

prises distribués chaque année sans conditions, quelle que soit leur taille, quelles que soient leurs difficultés, quelles que soient leurs politiques sociales ! À court terme, la dette reste un outil nécessaire, d'autant que les fameuses règles des 3 % sont complètement arbitraires. À moyen terme, il faudra revenir à un système comme l'ancien circuit du Trésor et changer le système monétaire.

Mais le plus urgent est de comprendre que l'austérité ne détruit pas seulement l'économie. Elle contribue à la montée de l'extrême droite². Les études commencent à le montrer clairement : 1 % de coupes dans les dépenses publiques, c'est 3 % de votes d'extrême droite en plus. Ce n'est pas une coïncidence : il y a un lien de cause à effet entre les deux. Ces politiques ne font pas que nous appauvrir, elles déchirent notre tissu social. C'est pourquoi il faut en sortir au plus vite, pas seulement pour des raisons économiques. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la destruction de l'économie, c'est la destruction de la société et du vivre-ensemble.

1. <<https://www.taxobservatory.eu/publication/a-blueprint-for-a-coordinated-minimum-effective-taxation-standard-for-ultra-high-net-worth-individuals/>>.



DOSSIER

Trois regards européens

Ismael Gonzalez,

membre de la coordination politique du PGE, Parti de la gauche européenne



L'austérité, un choix politique

C'est important de pouvoir venir à Paris pour réfléchir ensemble à la façon de réagir face à ce qu'on peut appeler un grand mensonge.

En effet, en 5 ans, c'est la deuxième fois que l'austérité s'est « tuée » elle-même. Avec le Covid, ils ont annulé les règles d'austérité (les 3 % de déficit public). On ne pouvait pas dépenser plus, nous disait-on, les moyens des municipalités, des États étaient bloqués... En plus, la dette existante était financée par la banque centrale au service des banques privées. Donc, les États ont payé leur propre dette, qui finançait les banques privées.

Alors, le Covid est arrivé, et tout à coup, il n'y avait plus d'austérité. On peut penser que la gauche n'en a peut-être pas vraiment tiré la leçon. Je crois qu'on a fait de très grandes choses au niveau européen, dans tous les pays. Je crois que le peuple s'est sauvé lui-même, que les services publics nous ont sauvés d'une des pires crises au niveau mondial. C'est un fait objectif. Ce sont les États qui ont sauvé les populations au niveau mondial avec le Covid.

Puis on est revenu à l'austérité. On a eu des élections européennes, et le discours est devenu : « il faut arrêter de dépenser, il y a trop d'endettement, donc il faut revenir à l'austérité, sinon l'inflation va continuer, etc., etc. »

Mais soudain, nouveau changement politique et géopolitique. Un des alliés, les États-Unis, décide d'élire un personnage qui s'appelle Trump et, tout à coup, la situation change envers l'Ukraine et la guerre causée par l'invasion du pays par la Russie.

Et alors, tout à coup, on entend dire : « il faut investir 800 milliards d'euros en armements ». Mais comment financer les 800 milliards d'euros, sinon en mettant fin aux normes budgétaires ?

Donc, en 2024, l'Union européenne a approuvé une augmentation de plus de 35 % des dépenses militaires en 2025... alors qu'en 2012, ils nous disaient qu'il était impossible de financer les services publics, les logements, l'industrie...

Donc, la première conclusion – et c'est une conclusion rapide – c'est que l'austérité n'est pas une fatalité, c'est un choix politique. Et même on peut discuter, au niveau économique, de la règle des 3 %. On peut changer, l'argent existe. Je veux évoquer l'exemple espagnol, à propos des effets économiques et de ce que disent certains économistes. J'ai été travailleur social, jardinier, syndicaliste, et actuellement, je suis à la Gauche européenne. Je ne suis donc pas économiste, et il y a beaucoup de choses qui m'étonnent.

En Espagne, quand le gouvernement de coalition avec le Parti socialiste a proposé l'augmentation du salaire minimum professionnel (le SMIC), de 735 euros à 1 000, à 1 080, à 1 100 euros, que disaient les médias et les économistes de droite ?

En premier lieu, ils disaient qu'on allait détruire environ 300 000 emplois, et que le produit intérieur brut allait diminuer de 2, 3, 4, 5 % (cela dépendait des économistes). Et en plus, qu'on aurait une augmentation générale de la pauvreté, parce que les entreprises n'embaucheraient pas à cause des salaires trop élevés. Ou qu'ils feraient des embauches « au noir ». C'étaient des pronostics apocalyptiques, qui annonçaient une crise énorme.

Et maintenant, quelles sont les données ? Création de plus de 800 000 emplois. Une baisse du taux de pauvreté de 14 % à 11 %. Une augmentation du produit national brut. Et en plus, moins d'inflation – mais sur ce dernier point, c'est le résultat des mesures prises face à la crise de l'énergie.

Donc, curieusement, tous ceux qui prédisaient l'apocalypse sont ceux qui aujourd'hui demandent des subventions publiques. Comme s'ils oubliaient tout ce qu'ils ont dit naguère.

Et quand les données sont là, quand on voit comment on est capable d'améliorer la situation des travailleurs, et en plus d'améliorer l'état économique du pays, ils ne reconnaissent même pas ce qu'ils avaient dit, et ils continuent à demander des subventions publiques pour résoudre certains problèmes.

Double standard européen : Austérité pour le logement, milliards pour l'armement

Pour finir, je voulais évoquer un élément très important pour le Parti de la Gauche européenne, parce que c'est important pour nous tous comme travailleurs et comme personnes dans chacun de nos pays.

Voilà longtemps que les choix politiques sont des choix d'austérité, et que cela a des répercussions sur nos vies. Un des aspects les plus clairs est celui du logement.

C'est pourquoi, au Parti de la Gauche européenne, cette année, nous voulons lancer une campagne sur le logement qui permette de connaître la réalité dans chacun des pays, de connaître aussi les propositions de tous les partis au ni-

veau européen et, en même temps, de transmettre une proposition au niveau européen pour améliorer la situation du logement et améliorer la situation de toutes les personnes – c'est-à-dire tout le monde – qui ont besoin d'un logement digne.

En Espagne, entre 2009 et 2019, à l'époque de ce qu'on peut appeler la grande austérité, on a enregistré moins 65 % d'investissement dans le logement social. Le résultat est que les loyers ont augmenté de plus de 137 %. Et le pire a été la vente des logements publics aux fonds d'investissement. En Irlande aussi, le gouvernement a vendu plus de 4 000 logements sociaux aux fonds d'investissement.

Et tout cela a des conséquences sociales et économiques. En Espagne, actuellement, un jeune sur trois vit chez ses parents. L'âge moyen auquel les jeunes quittent le domicile de leurs parents est d'environ 30 à 32 ans en Espagne, comme en Grèce.

Donc, ils nous ont dit qu'ils allaient investir 800 milliards – c'est important de le répéter, parce que ce sont des chiffres que je ne suis même pas capable de concevoir – mais le problème du logement public est évacué. Et les conséquences, c'est un empêchement des gens, une incapacité des jeunes à être indépendants, et donc une situation de crise structurelle, non seulement des jeunes, mais de tous les travailleurs, surtout dans les villes, où l'augmentation des prix des logements et des loyers est effrayante.

Je crois donc qu'on a pu constater dans certains exemples, comme en Espagne, qu'investir dans les salaires, dans les services publics, peut non seulement aider les gens, mais aussi a permis de renforcer l'économie et d'avoir de meilleures conditions pour les travailleurs en général.

Pour le logement, on est dans une situation vraiment terrible. Mais en plus, un des problèmes, c'est que le Parlement européen, dans un document récent, évoque des investissements qui pourraient être théoriquement réalisés dans le logement. Non pas que l'Union européenne s'approprie les compétences des États pour le logement, il s'agit seule-

ment de fonds que les milieux européens peuvent investir sur des aspects qui peuvent être liés au logement.

Il y a plus de 100 millions d'euros qui pourraient être destinés à une politique de logement. Mais chaque fois que l'Union européenne décide de mettre des fonds, ils vont toujours au même endroit. Ils vont ou aux fonds d'investissement, ou aux fonds privés, ou aux multinationales. Mais, sauf exception, ils ne vont pas directement aux États, aux personnes, aux citoyens.

Selon le dernier rapport du service de recherche du Parlement européen de janvier 2025 : « De nombreux instruments de financement de l'UE sont disponibles pour soutenir les projets de logement. Par exemple, en avril 2024, la Commission a estimé que plus de 100 milliards d'euros de financement de l'UE sont disponibles pour soutenir les rénovations en matière d'efficacité énergétique jusqu'en 2030. »

Donc, pour conclure, je crois qu'on peut exiger, évidemment, non seulement dans le pays, mais aussi au niveau européen, un plan européen de logement public. Mais on peut aussi exiger, au niveau général, que ce tournant qu'ils veulent faire pour augmenter les frais d'armement n'aille pas aux dépenses de guerre, mais aux personnes, aux États, aux services sociaux, à l'industrie...

La sécurité que nous voulons, c'est avoir une vie meilleure. Plus de temps pour vivre, plus de temps à passer avec les autres, plus de capacité aussi de travailler dans de meilleures conditions, et donc aussi un logement.

On peut le faire, parce que les États et l'Union européenne ont la capacité d'améliorer les conditions de vie, et non pas seulement de donner de l'argent à certaines élites. Il y a de l'argent. Et c'est en agissant ainsi, avec des mobilisations dans les pays, pour d'autres politiques, qu'on est capable de redistribuer cet argent et d'éviter qu'il ne serve pour générer encore plus d'inégalités, et surtout pour financer à nouveau une guerre qui peut mettre en risque le futur des générations à venir.

Roland Kulke,
Die Linke, Allemagne

Le tournant de la politique budgétaire allemande



Le mardi 18 mars dernier, trois événements majeurs se sont produits en Allemagne le même jour :

1. La Constitution a été modifiée pour que les dépenses d'armement ne soient plus soumises aux limites légales de la « règle d'or » budgétaire (*Schuldenbremse*).
2. Les négociations salariales collectives dans le secteur public ont échoué, les Länder et les collectivités locales ayant rejeté l'offre des syndicats. (Le niveau des salaires réels en Allemagne reste celui de 2017.)
3. Friedrich Merz, futur chancelier, a annoncé un réexamen de toutes les dépenses sociales. Une annonce voilée de coupes à venir dans le secteur social.

Le tournant de la politique budgétaire en Allemagne

Décision du comité exécutif du parti Die Linke du 16.03.24 : « Un tournant pour l'investissement plutôt qu'une règle d'or. Pour une nouvelle règle budgétaire » :

« Les règles fiscales européennes ont été adoptées sous forte influence allemande – un abandon de la politique ratée de la *Schuldenbremse* serait aussi un signal fort pour s'éloigner des règles restrictives européennes et permettre le nécessaire tournant pour l'investissement en Europe. »

La Constitution a été modifiée sur trois points :

DOSSIER

1. Les dépenses militaires dépassant 1 % du PIB ne sont plus soumises à la *Schuldenbremse*.
2. Un fonds spécial hors budget annuel est créé pour 12 ans, doté de 500 milliards d'euros, dont 100 milliards pour les Länder et municipalités, et 100 milliards pour les investissements climatiques.
3. Les 16 Länder peuvent désormais emprunter ensemble jusqu'à 0,35 % du PIB par an, comme le gouvernement fédéral.

Quelles sont les nouvelles positives concernant ces changements budgétaires ?

Une stimulation financière annuelle de 150 milliards d'euros sur les 12 prochaines années.

Cela aura un impact positif clair sur les infrastructures (trains, écoles, hôpitaux), le secteur de la construction et l'industrie manufacturière.

D'où vient la proposition de modification de la Loi fondamentale et des fonds spéciaux ?

À l'origine, d'un groupe de cinq hommes :

- a) Le ministre des Finances de la Sarre (SPD).
- b) Deux directeurs d'instituts économiques néolibéraux.
- c) Deux économistes raisonnables.

Ils s'appuyaient sur une étude de 2024 de l'IMK (Institut d'études macroéconomique et de conjoncture, affilié à la Fondation Hans Böckler, proche des syndicats) et d'un institut néolibéral.

L'estimation du multiplicateur pour l'armement semble irréaliste (0,6-1,5, selon le Kieler Weltwirtschaftsinstitut (Institut d'études économiques de Kiel)).

Problèmes socio-politiques liés aux changements budgétaires

Problèmes potentiels dus aux fonds spéciaux et à la modification de la Loi fondamentale pour augmenter les dépenses militaires :

- a) On se demande déjà si l'Allemagne vivra un « *Bidenomics moment* » : CDU et SPD se féliciteront de bonnes données macroéconomiques, tandis que la population sera très mécontente de sa situation microéconomique.
- b) Un choc des prix pourrait être déclenché par un boom massif de la construction, etc. (Adam Tooze, *Surplus*). Le fonds d'investissement pourrait provoquer une hausse de 0,5 % de l'inflation en Allemagne.
- c) S'y ajoutent 0,3-0,5 % attendus par la BCE avec l'ETS II (second Système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne).
- d) En d'autres termes, une inflation supplémentaire de 1 % pourrait frapper l'Allemagne à partir de 2027 – bénéfique pour l'Europe, mais néfaste pour les classes laborieuses allemandes.
- e) Adam Tooze prévoit aussi de fortes poussées de gentrification dans les années à venir.

Ce qui a été oublié dans le débat sur les fonds spéciaux et la modification de la Loi fondamentale

Décision du comité exécutif de Die Linke du 20.03.25 : « Rejet du paquet financier » :

« Seuls 8 milliards d'euros par an sont prévus pour la protection du climat. Les questions sociales – logement social, soins, conditions de travail – sont totalement ignorées. »

1. Politique climatique.
2. Politique sociale.

3. Prix excessifs de l'énergie (mot-clé : « désindustrialisation »).

4. Tout le secteur des services a été exclu, alors qu'il représente trois quarts des emplois et 70 % de la création de valeur ajoutée.

• Les « cinq hommes » investissent dans des « choses » (métal inerte, voire meurtrier, béton/pierres), pas dans les êtres humains !

Toutes les dépenses sociales ont été négligées. La pression sur le budget central augmentera, car les paiements d'intérêts passeront par le budget normal et la politique sociale continuera d'être financée par ce budget.

Le leader politique de droite Markus Söder (CSU, Bavière) a déjà déclaré : « Les économies se feront ailleurs. »

Le ministre fédéral des Finances SPD, Jörg Kukies, a affirmé qu'il manquait 130 à 150 milliards d'euros pour la prochaine législature (2025-2028).

Propositions concrètes d'économies déjà sur la table :

1. Suppression de jours fériés.
2. Augmentation de la TVA.
3. Réduction des subventions aux caisses de retraite.
4. Assouplissement du droit du travail, suppression de l'enregistrement du temps de travail.
5. Coupes dans les allocations chômage.

Le sort des municipalités

Les collectivités locales allemandes sont sous-financées depuis des décennies.

L'Institut allemand des affaires urbaines estime qu'environ 53 milliards d'euros par an sont nécessaires rien que pour les infrastructures de transport. Le KfW Kommunalpanel (comité de la Kreditanstalt für Wiederaufbau, sorte de Banque des territoires allemande) évalue le retard d'investissement des municipalités à 166 milliards d'euros.

Lorsqu'il était ministre des Finances, le libéral Christian Lindner a mené depuis 2022 une politique d'austérité et de blocage. Depuis, les déficits municipaux n'ont cessé de croître. Les municipalités ont tenu bon et continué à financer des projets, mais des coupes sévères seront nécessaires d'ici 2025-26 si rien ne change.

Si la situation persiste, l'économiste Achim Truger prévoit des coupes annuelles de 25 à 50 milliards d'euros au niveau des Länder et des municipalités.

Seuls 10 % des employés du secteur public travaillent pour l'État fédéral. 50 % sont dans les Länder, et 33 % dans les municipalités.

L'état actuel des municipalités allemandes

Point positif : de 2014 à 2024, le nombre d'employés publics a augmenté de 14 %, alors que la population a crû de 5 %.

Points négatifs :

1. La part des employés publics en Allemagne est de 13 %, contre une moyenne OCDE de 18 %.
2. L'Association des villes et municipalités a averti le 25 décembre 2024 d'un « black-out rampant » de l'administration publique.

Exemples de pénuries de personnel dans l'administration allemande

1. Manque estimé de 300 000 professionnels pour la garde d'enfants de moins de 3 ans.
2. 100 000 autres postes manquants dans les crèches.

3. 550 000 employés manquants au total, selon des estimations « conservatrices ».
4. D'ici 5 ans, 50 000 chauffeurs de bus partiront à la retraite. Des villes comme Cologne et Berlin réduisent déjà leurs services faute de conducteurs.
5. En résumé : l'Association des municipalités craint un manque de 230 000 employés d'ici 2030 rien qu'à leur niveau administratif.

Que fera le prochain gouvernement ?

1. Des fuites des négociations exploratoires révèlent que CDU et SPD veulent supprimer 15 % des emplois publics fédéraux d'ici 4 ans.
2. Les impôts des entreprises seront réduits.
3. Selon l'économiste Stefan Bach, les 1 % les plus riches gagneront 20 714 euros par an, les 99 % restants seulement 489 euros.
4. Dernier exemple : le secteur public sera encore affaibli. L'extension des réseaux (énergie, etc.) sera confiée au privé *via* des partenariats public-privé (PPP). Un financement public augmenterait le prix du kWh de 1,7 centime, mais les PPP l'augmenteraient de 3 centimes. D'ici 2045, les PPP coûteront 200 milliards d'euros supplémentaires aux ménages et entreprises.

Que faire ? Revendications de Die Linke

Quelques exemples tirés de nos articles, discours et programmes :

- Principe de connexité : aucune tâche coûteuse ne doit être transférée à une municipalité sans compensation financière. « Celui qui ordonne, paie. »
 - Revalorisation salariale : les salaires du public restent inférieurs à ceux du privé, ce qui complique le recrutement.
 - Numérisation du secteur public : l'Allemagne est à l'âge de pierre en la matière, ce qui entraîne inefficacité et surcharge bureaucratique.
 - Fonds de municipalisation européen : pour aider les communes à reprendre en main les services privatisés (logement, hôpitaux, énergie, transports, etc.).
 - Réforme de la taxe professionnelle : élargir l'assiette aux loyers, redevances et professions libérales (médecins, cabinets comptables).
- Extraits du programme de Die Linke pour les élections fédérales 2024 :
- « Les municipalités doivent pouvoir fournir une infrastructure sociale nécessaire. Nous avons besoin d'une garantie : bus, boulangeries, distributeurs, cabinets médicaux et lieux de rencontre accessibles partout. Piscines, centres sportifs, aides aux sans-abri et psychologues scolaires font partie des services publics indispensables. »
 - « Pour restaurer leur capacité d'action, les municipalités doivent être libérées des plans d'austérité. Un plan national de désendettement municipal est nécessaire. »
 - « Nous exigeons que la BCE soit contrôlée par le Parlement européen et non plus par les *lobbys* financiers. »
 - « Le mandat de la BCE doit inclure, outre la stabilité des prix, le plein-emploi et un développement durable. Nous voulons qu'elle puisse financer directement les États pour ces objectifs. »

Mathieu Strale,
Parti du Travail de Belgique

Un « keynésianisme militaire » ?



Les discussions que nous venons d'avoir résonnent et correspondent aux enjeux actuels en Belgique. La question du manque de moyens dans les hôpitaux, par exemple, est tout aussi criante chez nous. On estime qu'à l'échelle du pays, il manque au minimum 15 000 travailleuses et travailleurs dans les services hospitaliers, ce qui donne des proportions comparables à la situation en France. On sort de plusieurs années avec un nombre record de trains annulés ou en retard au niveau du service public ferroviaire. La cause principale réside dans le manque de personnel (conducteurs, accompagnateurs) ainsi que dans le manque d'investissement pour l'entretien du réseau et du matériel. La crise du logement, particulièrement forte en Belgique, surtout dans les villes, est aggravée par un taux de loge-

ment social bien plus bas qu'en France et par un sous-investissement persistant. Enfin, la question de l'enseignement, où je travaille à mi-temps, se pose dans les mêmes termes : une augmentation continue des frais, y compris dans l'enseignement obligatoire supposément gratuit, et plus encore dans le supérieur. Cette austérité se traduit aussi par la nature des investissements : réduction des budgets pour l'entretien et recours croissant aux partenariats public-privé, y compris pour l'enseignement lui-même. Ce contexte est renforcé par la prise de fonction d'un nouveau gouvernement fédéral, porté par des partis de droite et une frange de la social-démocratie. Bien que la Belgique fonctionne toujours avec des coalitions, ce gouvernement est clairement plus idéologiquement ancré à droite. Il adopte pleinement la logique d'austérité, visant un réé-

quilibrage budgétaire en sept ans selon les normes européennes.

Concrètement, cela signifie des coupes annuelles d'environ 0,5 % du PIB, accompagnées de « réformes structurelles ». Parmi celles-ci : la généralisation de l'âge de la retraite à 67 ans (sans prise en compte de la pénibilité) et l'instauration d'un malus pouvant atteindre 25 % du montant de la retraite pour ceux qui partiraient avant.

L'austérité cible principalement la sécurité sociale : retraites, aide sociale, chômage et budgets des services publics (2 % d'économies sur les frais de fonctionnement et d'investissement). Plus inquiétant encore, une offensive idéologique s'attaque aux contre-pouvoirs (syndicats, protection collective), poussant vers une flexibilisation et une individualisation des droits, ainsi qu'une mise en concurrence des travailleurs (actifs vs. malades ou non-formés). Le gouvernement promeut l'idée que l'équilibre budgétaire repose sur un effort général, notamment en augmentant le taux d'emploi à des niveaux irréalistes, ce qui pourrait justifier de nouvelles mesures d'austérité.

Un « keynésianisme militaire » ?

Pourtant, un domaine échappe à cette logique : la défense. Le gouvernement prévoit d'y investir massivement. Cette approche reflète une tendance européenne que certains qualifient de « keynésianisme militaire » : substituer une relance par la militarisation à une réforme du modèle économique.

Cela soulève plusieurs questions :

– Pourquoi est-ce « nécessaire » d'investir plus dans la militarisation alors que l'Europe dépense déjà 300 milliards chaque année dans l'armement ? Soit trois fois plus que le budget militaire de la Russie, présentée comme la principale menace et justification de cette hausse des budgets militaires. En quoi multiplier ces dépenses par deux ou trois nous mettrait plus en sécurité ?

– Quelle est la nature de cette politique ? Elle est présentée comme défensive, l'Europe aurait besoin de se protéger des menaces extérieures. Mais en réalité l'action militaire européenne actuelle est essentiellement offensive, que ce soit dans le cadre des missions de l'OTAN, au niveau des initiatives propres des pays européens, par exemple en Afrique, ou dans le cadre des coopérations militaires européennes, notamment pour les politiques contre les migrants.

– Où trouver les moyens ? Le risque est que cette rupture avec l'austérité ne profite qu'à l'armement et soit financée par la classe travailleuse, comme lors des crises précédentes. En Belgique, on observe déjà des annonces de dépenses militaires accompagnées de restrictions dans la sécurité sociale. Une partie de la social-démocratie se limite à exiger de financer l'armement sans toucher aux protections sociales, sans remettre en cause le cadre global. Enfin, une société plus militarisée implique aussi une idéologie sécuritaire renforcée, une coercition accrue contre les droits des travailleurs et une logique de guerre.

Face à cela, quelles alternatives proposer ?

1. Définir nos besoins : santé, enseignement, transition énergétique et industrielle.

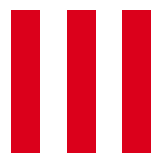
2. Renforcer les outils collectifs : services publics, sécurité sociale, reprise en main publique de secteurs clés (énergie, poste, transports). Au niveau européen, il s'agit de lutter contre l'austérité et pour un service public rénové.

3. Combattre les logiques de marché qui minent ces secteurs publics ou qui devraient l'être (exemple : l'énergie, où même EDF opère comme une entreprise privée en Belgique).

4. Et puis, si on a besoin de moyens supplémentaires pour la sécurité sociale ou pour investir, il faut taxer le capital (fortunes, grandes entreprises). Et, comme cela a été dit, rompre avec la domination des marchés financiers et leurs règles, contrôlés par quelques monopoles qui imposent l'austérité et bloquent l'investissement public.

In fine, c'est une lutte pour un changement profond de société. Les batailles sont multiples, mais des victoires sont possibles : en Belgique le gouvernement à peine mis en place a déjà reculé sur une partie de sa réforme des retraites (qui excluait du calcul les périodes de maladie ou de chômage) et abandonné ses projets d'augmenter la TVA ou de s'attaquer à l'indexation des salaires. Continuons à résister pour bloquer ce rouleau compresseur. Concrètement, en Belgique une grève générale est prévue ce lundi, suivie d'une seconde fin avril, pour résister à cette politique. C'est une première depuis plus de dix ans.





■ Table ronde 2 -

Entreprises : quels enjeux pour une efficacité économique, écologique et sociale de l'offre

Thierry Doulaud,
Économie&Politique

Introduction



Le capital est confronté à une crise systémique profonde et durable, une crise de la régulation de l'économie par le taux de profit. La masse de capitaux accumulée peine à se valoriser aux taux à deux chiffres attendus par les marchés et les actionnaires.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir reçu des aides publiques massives.

En 2022, selon la Cour des comptes, ce ne sont pas moins de 175 milliards d'euros qui ont ainsi été distribués aux entreprises, et on est aujourd'hui plus près de 200 milliards.

Ce sont les exonérations de cotisations sociales mises en place dans les années 1990, qui ont atteint 75 milliards d'euros en 2023 et qui incitent les entreprises à recourir aux emplois à bas salaires au détriment d'emplois qualifiés et bien rémunérés. Cela a conduit la France à devenir un pays à bas salaires et à une réduction de la demande aux entreprises. Cela a aussi réduit les efforts de formation des entreprises au détriment des qualifications conduisant à un déficit général de compétence.

C'est aussi le crédit impôt recherche qui coûte 7 milliards d'euros par an, ce qui n'empêche pas les entreprises françaises d'avoir les dépenses de R & D parmi les plus basses. À l'image de Sanofi par exemple, qui a divisé par deux ses effectifs de chercheurs.

Une telle conception de la compétitivité reposant sur la baisse du coût du travail pèse négativement sur l'emploi, les salaires, la formation et le développement des capacités humaines.

L'expansion concomitante de la masse de capital à valoriser en gardant les mêmes taux de profit élevés, pousse aux délocalisations et au développement des multinationales qui permettent de partager les coûts de R & D liés à la révolution informationnelle à l'échelle du monde entier.

C'est aussi la fuite en avant dans la financiarisation. Les revenus financiers des entreprises s'envolent. Les coûts du capital explosent. Ce sont par exemple des sommes colossales (près de 100 milliards d'euros en 2024 pour les entreprises du CAC 40) qui sont consacrées à des rachats d'actions au lieu d'être mises au service du développement des salaires, de l'emploi et de la formation – une manière de dévaloriser une partie du capital pour mieux rémunérer le reste des actionnaires. La distribution de dividendes par les entreprises du CAC 40 bat des records.

Et pendant ce temps-là ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui disparaissent et la désindustrialisation qui se poursuit.

Bref on est loin des promesses d'une politique de l'offre censée accroître la production de richesses et permettre la

DOSSIER

réindustrialisation du pays, pourtant annoncée comme une priorité par Macron en 2022.

Les vieilles recettes du capitalisme monopoliste d'État social (CMES) qui avaient permis, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, de relancer l'économie du pays, ne fonctionnent plus.

Changer de logique

Il est temps de sortir de cette spirale austéritaire pour renouer avec une dynamique vertueuse de développement, avec une croissance saine, fondée sur des critères d'efficacité sociale, écologique et économique en rupture avec les logiques de rentabilité capitalistes et d'accumulation du capital matériel et financier.

Il y a pour cela besoin d'avances massives, libérées de la domination des marchés financiers pour réduire le coût du capital, avec un financement à taux zéro par la création monétaire grâce à la mobilisation d'un pôle public bancaire lui-même refinancé à taux zéro par la BCE. De telles avances sont indispensables pour permettre la création nouvelle des richesses nécessaires à la réponses aux besoins sociaux, et par là même réduire la part de la dette dans le PIB.

Il faut également repenser les aides aux entreprises sur des critères permettant de favoriser les investissements, les sa-

lares, l'emploi et la formation et des critères environnementaux. Et permettre le contrôle démocratique des salariés sur leur utilisation.

Il faut promouvoir une nouvelle gestion des entreprises donnant aux salariés des pouvoirs d'intervention, de contre-propositions sur l'utilisation des profits, de sollicitation du crédit bancaire.

Il faut une fiscalité nouvelle sur les revenus des entreprises modulée en fonction de leur comportement social et une réforme de la fiscalité locale sur les entreprises.

Changer de paradigme donc et pousser les débats à gauche sur ces solutions nouvelles. Ne pas reproduire les erreurs et les limites auxquelles la gauche s'est trop souvent heurtée faute d'avoir voulu rompre avec les dogmes libéraux. Dépasser la soumission aux exigences des marchés financiers. Dépasser les conceptions étatistes qui ne fonctionnent plus. Dépasser le faux débat entre politique de la demande et politique de l'offre et créer les conditions pour que l'offre réponde à la demande.

Et enfin contribuer au développement de luttes politiques et sociales sur l'ensemble de ces enjeux, dans une coopération européenne et mondiale, parce qu'il ne s'agit pas là de débats théoriques mais de questions à traiter au cœur de la lutte des classes et de l'affrontement avec le capital.

Fabien Gâche,

CGT-Renault

Des droits nouveaux pour les travailleurs, impulsion d'un tout autre comportement des entreprises

Je crois utile de préciser d'abord qu'au cours des 40 dernières années, le capital a revu profondément le processus de production capitaliste avec des formes d'oppression renouvelée et des organisations du travail fondamentalement politiques visant à : casser les collectifs de travail, à isoler les travailleurs, à les mettre en concurrence.

C'est l'éclatement des métiers de maintenance et leur externalisation, c'est l'explosion des contrats précaires, la multiplication des statuts en tout genre, l'incertitude économique récurrente sans autre perspective que le moins-disant social, ou c'est encore la prolétarianisation des métiers de l'ingénierie...

Pour l'essentiel, les grandes concentrations de salariés dans une même usine et qui contribuaient à développer leur capacité d'organisation et leur engagement dans un processus d'apprentissage collectif, qu'évoquait Marx, n'existent pratiquement plus.

Pour le management, la qualité qui importe, ce n'est pas la qualité pour le métier. C'est « la qualité pour le marché, dans le temps du marché ».

S'y ajoute la pression généralisée à la réduction des coûts, au nom de la valeur pour l'actionnaire ou de la réduction de la dépense publique.

Cette pression se manifeste sur les salaires, sur les effectifs, sur les statuts, sur les délais, sur les moyens de travail, sur la maintenance, sur les investissements, etc.

Le management réduit le travail à l'exécution passive d'une prescription sans créativité et sans autonomie, pour une activité découpée en tâches isolées souvent hyperspécialisées.

La conséquence en est la **généralisation du travail en mode dégradé et la dissolution des repères communs définissant un travail de qualité.**

Chacun fait comme il peut, dans sa situation singulière et avec ses propres ressources. Le sentiment de participer ensemble à une œuvre commune recule et, avec lui, **la solidarité.**

Les salariés font l'expérience du mépris, de la déshumanisation du travail, ce que la tradition marxiste a nommé la réification. Qui est une dimension du rapport social capitaliste, au même titre que l'exploitation.



Les enjeux liés à la question du travail dépassent le cadre de l'entreprise. Le sentiment d'être un coût à réduire, de se sentir superflu, méprisé, insignifiant pousse à la désespérance.

Le risque est l'abandon des valeurs personnelles et l'adhésion compensatoire à un groupe et à un leader dont la force est supposée compenser la faiblesse d'individus impuissants. En pareil cas, l'histoire montre que l'amertume et la frustration sont alors dirigées vers l'attaque des étrangers au groupe... **Le vécu de mépris lié à la réification constitue un terreau fertile pour l'extrême droite, les tendances fascistes et le vote au Rassemblement national.**

Tout cela a des conséquences sociales sur la santé des salariés, intrinsèques à l'explosion de la non-qualité et l'inefficacité.

La pression sur les travailleurs engendre appauvrissement des populations et inefficacités économiques.

Concernant les conséquences sociales, c'est l'appauvrissement des populations avec la baisse généralisée des salaires, l'explosion de la précarité ou encore le chômage dont les coûts sont imputés aux collectivités.

De la même manière, c'est une dégradation considérable de la santé des salariés tant sur le plan physique que psychique avec, là aussi, des coûts financiers dont les entreprises s'exonèrent toujours plus avec, notamment, des processus de sous-déclarations des accidents de travail et maladies professionnelles.

Dans le même temps, les problématiques de non-qualité, de conception défective et de gaspillages prennent des proportions considérables, occasionnant des coûts financiers qui sont largement sous-estimés voire, dans la plupart des cas, absolument pas quantifiés.

Ces questions ne sont médiatisées que lorsque, par exemple dans l'automobile, il est fait état d'un rappel d'1,5 million de véhicules par BMW en 2024 en raison de freins défectueux.

À ce propos, une étude menée sur les rapports historiques des véhicules dans 26 pays par la société de données automobiles carVertical, réalisée entre janvier 2023 et septembre 2024, montre que l'évolution du nombre de rappels de véhicules chez les principaux constructeurs automobiles ne cesse d'augmenter.

En France, 10,6 % des véhicules d'occasion présentent un historique de rappel constructeur et seulement 29,4 % ont eu leurs rappels résolus.

Désormais, les comparaisons de la qualité des véhicules des différents constructeurs ne visent plus à différencier les meilleurs, mais seulement à promouvoir les moins mauvais!

Mais plus grave encore, ce sont les conséquences qui peuvent être aussi mortelles, à l'image des deux crash des Boeing 737 MAX en Éthiopie en 2019 et en Indonésie en 2018, avec leurs 346 morts.

Les rapports d'enquêtes ont révélé des problèmes :

– De conception et de gestion de la sécurité liés à la priorité donnée à la satisfaction des actionnaires et à l'augmentation de la valeur des actions.

– À la pression sur les délais et les coûts ou encore.

– À l'externalisation d'une grande partie de sa production à des sous-traitants pour réduire les coûts.

Des articles académiques, des rapports d'enquête, et des analyses journalistiques approfondissent et documentent le sujet. Outre l'image de l'entreprise, ce sont des coûts directs et indirects estimés à plusieurs dizaines de milliards de dollars pour Boeing.

Et ces deux exemples ne sont que le haut de l'iceberg. Ils ne révèlent pas les gaspillages internes aux entreprises avec, par exemple, des rendements opérationnels à minima et un volume de production considérable mis au rebut.

Enfin, je voudrais attirer l'attention sur le cœur de l'ambition politique des organisations du travail, qui vise à rythmer la paralysie de tout exercice de la démocratie dans l'entreprise et donc in fine, toute participation au débat politique dans l'espace public.

En effet, dès lors que le travailleur isolé est dépossédé de toute autonomie dans l'exercice de son travail, contraint à des tâches guidées par les seules exigences du « marché de droit divin » opposées à ses propres valeurs éthiques et réduites à une simple exécution passive, c'est un processus de sa propre dévalorisation qui s'engage, couplé au sentiment d'incapacité à pouvoir peser sur le cours des choses. Et pour qu'un citoyen puisse prendre part à la vie démocratique de la cité, encore faut-il que dans son travail, son avis et ses valeurs puissent être pris en compte dans les décisions organisationnelles liées à la forme et aux objectifs de sa propre activité, dans un environnement de coopération avec ses collègues de travail.

Ce qui m'amène à considérer que la question de droits nouveaux à instaurer pour les salariés et leurs organisations syndicales ne peut pas être différée, parce que l'exercice de la démocratie dans l'entreprise est la condition de l'exercice de la démocratie politique.

Elle est la condition pour la construction d'une puissance sociale nécessaire pour impulser un tout autre comportement des entreprises, transformer leur gestion et imposer d'autres choix que l'austérité et la poursuite d'une politique capitaliste et néolibérale.

L'efficacité économique, écologique et sociale de l'offre est à mon sens à ce prix.

La question des moyens syndicaux, de l'augmentation du nombre d'élus, d'une refonte des instances représentatives du personnel et d'un pouvoir décisionnel des organisations syndicales doit bien sûr être rapidement mise sur la table. Mais, comme j'ai essayé de le montrer, la puissance des syndicats ne prendra corps que sur la base d'un travail syndical :

– de ré-humanisation ;

– de reconstruction des solidarités ;

– de co-élaboration avec les travailleurs sur le réel de ce qu'ils font ou tentent de faire, sur la confrontation de leur point de vue respectif, de leur singularité et leur capacité à délibérer pour l'action.

L'élaboration des organisations du travail par les travailleurs eux-mêmes pour penser leur émancipation prend ici une place centrale et c'est alors la démocratie qui peut s'exercer.

Pierre Calvet,
CGT-Thales

Austérité dans le service public, baisses de salaire du privé, deux faces du même système



Quand on parle d'austérité, on ne pense pas forcément à Thales. Entreprise technologique du CAC 40, avec 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires (+11,7 %) et une action qui a bondi de 75 % depuis le revirement des États-Unis, elle n'est pas la plus menacée au milieu de notre industrie française.

Thales est dans l'industrie de défense et, dans les circonstances actuelles, un totem d'immunité contre l'austérité. Le secteur serait en dehors des critères de Maastricht, ce qui permet l'augmentation de ses budgets dans toute l'UE. Les affaires tournent ; nous pourrions naïvement dire que l'austérité ne touche pas les 45 000 salarié-e-s de Thales en France.

Mais la casse du service public touche tous les Français-es. Elle nous pousse, par exemple, à choisir le privé pour de plus en plus de besoins et à des prix de plus en plus élevés. Le manque de politique du logement pousse les salarié-e-s à habiter très loin de l'entreprise. Le manque de places en crèche pousse nombre de salarié-e-s à travailler à temps partiel. Les salariés de Thales, pourtant nombreux au statut cadre, ressentent donc les effets de l'austérité dans leur vie. Quels que soient le statut ou l'entreprise, les travailleurs subissent l'austérité et doivent accepter plus d'efforts au travail. Par exemple, la nouvelle donne géopolitique va demander des augmentations de cadences dans nos usines ou bureaux d'études. Sans embauche prévue, ce sera aux travailleurs d'absorber cette charge, en travaillant au bord du *burn-out* ou de nuit. Si les salariés acceptent ces conditions, c'est bien pour compenser les salaires trop bas et le coût de la vie trop élevé.

Thales n'est pas la plus exposée dans l'industrie française ; ses travailleurs ne sont pas les plus menacés. Mais méfions-nous des discours qui ne vont pas gratter derrière le vernis. L'austérité qui gèle le point d'indice ou l'embauche de fonctionnaires a son équivalent dans l'industrie. Le manque de recrutement et le gel des salaires sont criants chez Thales. Le discours de la direction sur l'embauche de 3 000 personnes en France fait la une de la presse économique patronale. Pour la CGT, cela ne compensera même pas les 4 000 départs, dus aux licenciements, retraites ou démissions. Si on en juge par les indicateurs financiers traditionnels présentés par le groupe, on pourrait croire que celui-ci se porte bien : il a dégagé plus d'un milliard de dividendes ou de rachat d'actions en 2024. Ce qui représente plus de 1 000 €/mois que chacun des 83 000 salarié-e-s du groupe dans le monde offre tous les mois au capital. Le groupe va bien, c'est justement le discours que tient la direction envers ses actionnaires. « 2024 a également été une année remarquable en termes de performance extra-financière », affirme notre PDG.

Mais quand il s'agit de négocier les salaires avec les syndicats, c'est un tout autre discours qui nous est tenu, pour justifier de faibles augmentations en dessous de l'inflation : incertitude, Ukraine, COVID, approvisionnement, stratégie... La politique salariale a même été en dessous du reste de l'industrie, alors que Thales en est un moteur aujourd'hui. La direction nous évoque la situation du secteur spatial qui serait en difficulté, avec des licenciements chez Thales Alenia Space, mais ça ne tient pas : le carnet de commandes est plein.

Malgré plus de cinq mois de lutte dans toute la France, avec des grèves reconductibles, des boycotts d'instances ou des barrages filtrants, la direction reste dans son mépris. Pourtant, de l'argent, il y en a : depuis six ans, la marge du groupe est régulièrement au-dessus des 10 %. L'objectif du PDG est même de dépasser les 15 %. Il y a 20 ans, ce genre de marge aurait été jugé délirant dans l'industrie. Car ce n'est pas un signe de bonne santé que d'avoir de telles marges. C'est autant d'argent qui ne va pas dans les salaires, l'investissement, la recherche, les qualifications ou la qualité de vie au travail.

L'austérité se manifeste donc dans nos vies civiles et nos vies professionnelles par les mêmes politiques de baisse salariale, de baisse des dépenses dans l'emploi, la formation, la recherche et l'investissement. L'austérité dans le service public et les baisses de salaires du privé sont les deux faces du même système. L'argument libéral selon lequel l'austérité de l'État serait un moyen de favoriser les entreprises, car ce serait elles qui créeraient les richesses, est doublement faux. D'abord, parce que le service public est lui aussi créateur de richesse. Ensuite, car cette austérité ne profite pas aux entreprises, mais uniquement à leurs propriétaires. En effet, la baisse des recettes fiscales et des cotisations sociales a permis la baisse des dépenses publiques. Ces baisses de prélèvements n'ont pas permis les embauches promises ou l'investissement qui l'accompagne ; elles n'ont pas soutenu l'industrie. Si cette austérité permet d'opposer les fonctionnaires et les salariés du privé, elle n'a pas déshabillé l'un pour habiller l'autre. Elles n'ont servi qu'à abreuer les actionnaires. Comme des drogués, ils en demandent toujours plus. Il y a 20 ans, une marge de 5 % était un rêve ; aujourd'hui, qu'ils ont 10 %, ils en veulent 15 %. Pour cette raison, il faudrait toujours plus d'austérité, moins de services publics et des bas salaires, le tout pour augmenter leurs marges. Et c'est ainsi qu'au sein de nos entreprises, nos directions regardent des tableaux Excel pour leur chiffre à six mois, sans aucune vision ou ambition pour l'avenir, vu qu'ils ne sont à leur poste que trois ans et interchangeable. Ils sont jugés sur les chiffres du semestre, alors que leurs décisions auront des impacts sur une génération.

Par-dessus cette austérité, nous subissons le retour de la guerre. Ceci justifierait des conditions de travail dégradées pour assurer les cadences. Certains vont même jusqu'à dire que si la défense de la France n'est pas prête, ça serait dû aux acquis et droits sociaux – le même discours qu'en 1940. Ce qui n'est pas acceptable pour la CGT. Si nous reconnaissons le droit inaliénable de se défendre et donc le devoir d'avoir une industrie de défense, la CGT Thales ne considère pas les armes comme une marchandise banale, que l'on pourrait vendre comme des grille-pains. Celles-ci ne devraient être exportées qu'avec parcimonie, en s'assurant qu'elles ne soient pas utilisées contre des civils, pour des crimes de guerre ou des génocides. Assurer notre défense nationale sans participer aux crimes, telle est la position de la CGT Thales. Dans un groupe qui obéit aux actionnaires, se pose donc la question de l'ingérence chez Thales. Si un quart est détenu par l'État, un autre quart par Dassault Aviation, la moitié du capital est flottant, avec une majorité de fonds de pension américains. Quel est donc l'intérêt de ces fonds de pension de défendre l'emploi, la paix ou l'indépendance française et européenne ? Pour nous, ils représentent un risque quand nos dirigeants préfèrent les écouter plutôt que les salarié-e-s.

Pourtant, nous avons en France les moyens pour une stratégie industrielle ambitieuse. La CGT Thales porte depuis de nombreuses années des projets de diversification. Nous voulons utiliser les compétences et l'outil industriel pour développer de nouveaux produits ou services utiles à la société et porteurs d'un monde meilleur. Profiter du savoir-faire de notre industrie militaire pour développer d'autres industries. Mais cette revendication n'est pas du tout partagée par nos directions. Cela contrarie leur court-termisme. Pour porter ces nouveaux projets, la CGT a dû travailler

longtemps. Dans cet univers, la CGT n'est pas écoutée avec la même attention qu'un *pitcher* d'école de commerce. Mais grâce à ses luttes et son travail, la CGT a ses succès. Il y a 12 ans, Thales voulait fermer l'usine Trixell à Moirans (38). Ce n'était pas militaire, pas assez rentable. Alors, la CGT a bossé. Elle est allée voir les pouvoirs publics, les hôpitaux, les universités. Et après 12 ans d'efforts, une nouvelle filière médicale voit le jour, avec la création d'une société coopérative d'intérêt collectif : Axel. Cette nouvelle entreprise est au cœur d'un nouveau pôle de l'imagerie médicale en Isère. La CGT a sauvé les emplois, elle a permis le développement d'une nouvelle industrie utile à l'indépendance française. Et durant l'épidémie de COVID, en 2020, la direction de Thales n'a pas hésité à s'approprier cette industrie devenue stratégique. Plus récemment, il y a eu la visite du ministre de la Défense dans l'usine de puces électroniques à Pont-Audemer (27). Il y a quelques années, Thales voulait fermer l'usine. La CGT, en luttant pour un projet dual civil et militaire, a permis la sauvegarde du site et de son industrie civile. Si la direction était contre ces projets CGT, c'est bien elle aujourd'hui qui s'en sert pour son *peace-washing*.

La CGT ne se vante pas d'avoir eu raison avant les patrons. Ces projets qu'elle a portés venaient de l'écoute et du savoir des salarié-e-s. Ce sont eux qui connaissent leurs outils de production, leurs métiers et leurs marchés. C'est un *credo* maintes fois répété, mais remettre les salarié-e-s et les citoyen-ne-s au cœur de l'entreprise, c'est le meilleur levier pour relancer une industrie souveraine et utile à tous. Une industrie dans laquelle les travailleurs sont fiers. Une industrie pleine de sens pour les travailleur-euse-s et pleinement démocratique pour les citoyen-ne-s.

Thomas Vacheron,
secrétaire confédéral de la CGT

Aides publiques aux entreprises, austérité pour les salaires



Dans le prolongement de mes deux camarades syndicalistes, je vous remercie de l'invitation et de la parole syndicale, qui est une des rares paroles représentant la diversité des salariés à être entendue. Cela permet d'appréhender au mieux le sujet sur la question de l'austérité d'un côté et de l'alternative de l'autre.

J'entends par là que, pour sortir de l'austérité, évidemment, il faut des alternatives.

Le premier élément très structurant – déjà évoqué – est une question extrêmement importante dans la société : les aides publiques aux entreprises privées, qu'elles soient directes, indirectes, « socio-fiscales ».

En 1979, 3 % du PIB de la France étaient consacrés aux aides publiques. En 2023, c'est 7,2 % du PIB. Soit, comme

dit en introduction, près de 200 milliards d'euros d'argent public donnés chaque année aux entreprises privées. C'est 2,5 fois le budget de l'Éducation nationale, par exemple. Plus grave encore, au-delà de l'effet dramatique sur les finances publiques, le cumul des cadeaux fiscaux faits aux plus fortunés et de ces aides publiques aux entreprises privées représente la principale cause du déficit de l'État, avec 1 000 milliards de dettes supplémentaires depuis l'élection de Macron en 2017.

Le scandale des exonérations de cotisations sociales

Mais le plus grave, c'est que ces aides publiques aux entreprises privées sont sans contrôle, sans condition, sans

contrepartie. Sauf un effet, qu'il faut absolument vulgariser : ces exonérations participent à la baisse des salaires. En effet, la moitié de ce gros volume d'aides publiques correspond aux exonérations de cotisations sociales, marquées pour une spécificité scandaleuse : plus les salaires sont bas et proches du SMIC, plus les exonérations de cotisations sont importantes. Moins on paye les salariés, plus on donne d'argent public aux entreprises privées.

Ce scandale national est l'un des points notables de la structuration économique du pays et des conséquences de l'austérité.

D'abord, évidemment, ça participe aux bas salaires. Au niveau du SMIC, il y a 100 % d'exonération : pas de cotisations sociales dites « patronales » (guillemets obligent car on fête les 80 ans de la Sécurité sociale, ces cotisations sont du *salairé* socialisé). Pour nous, il y a le salaire net, pour vivre tout le mois, et le salaire brut, pour vivre toute la vie – *La Sécu, c'est pour la vie* (<https://www.humanite.fr/en-debat/cgt/retraites-salaire-et-cotisations-ou-capitalisation-et-fonds-de-pension>).

Mais au-delà, en plus de compresser les salaires, cette politique d'exonérations participe à leur tassement. La preuve : aujourd'hui, le SMIC est à 1 426 euros net par mois, et le salaire médian à 2 200 euros nets. L'écart entre le SMIC et le salaire médian n'a jamais été aussi faible. Il n'y a jamais eu autant de salariés dans cette fourchette étroite, notamment à cause de ces exonérations de cotisations.

On pourrait me répondre : « C'est normal que le salaire médian soit proche du SMIC, car en France, le SMIC est extrêmement élevé ». C'est ce qu'on répète en permanence dans les médias : le « coût du travail » est trop important, le SMIC trop élevé. Pourtant, les entreprises françaises sont celles qui ont vu leurs impôts le plus fortement diminuer en Europe, et toutes ces réductions d'impôts ou de cotisations sociales, sans effet sur l'emploi, n'ont servi qu'à soutenir les profits et le versement de dividendes dont la France est championne d'Europe – et aussi championne des accidents du travail. Et, alors que nous sommes la deuxième économie européenne, nous avons seulement le sixième SMIC d'Europe. Le SMIC et les salaires sont très compressés, un effet différé des exonérations de cotisations.

Les dégâts sociaux et économiques des réformes néolibérales

Pendant ce temps, les contre-réformes libérales ont fonctionné : on a raconté que le « coût du travail » en France était trop élevé, qu'il fallait « compresser les salaires », « alléger les charges », « les prélèvements »... pour faire peur à la population et masquer qu'il s'agissait-là de droits : maladie, chômage, congé parental, accident du travail, retraites... Résultat : d'un côté, des réductions massives pour les entreprises, des exonérations de cotisations sans effet sur l'emploi, mais deux éléments en hausse : les profits et les dividendes. Ces éléments sont bien documentés par les économistes.

De l'autre côté, ce qui a progressé, c'est la précarité, le déficit commercial, la désindustrialisation, car on ne développe pas l'industrie avec des salaires trop bas. C'est une économie de services, pas une économie industrielle. C'est l'échec de la politique de l'offre, qui ne répond pas à la demande.

Un autre élément aggravant : les primes (intéressement, participation, partage de la valeur – ex-prime Macron, dite « gilets jaunes ») se substituent de plus en plus au salaire de base. Elles sont occasionnelles, souvent non cotisées, en bas de la fiche de paie, pas en haut.

Concernant l'externalisation dont on a déjà parlé – c'est-à-dire la sous-traitance –, les salariés sous-traités sont malmenés, avec une spécificité française : la sous-traitance en cascade. Il est très banal d'avoir 2, 3, 4, 5 rangs de sous-traitants – jusqu'à 14 dans le bâtiment ! L'ingéniosité économique, c'est apprendre à marcher sur quelqu'un d'autre en faisant du bénéficiaire sur le moins-disant social.

Cette spécificité française pose des problèmes graves :

– Pour les salariés qui la subissent cela tire les salaires vers le bas (60 % des SMIC sont des femmes, avec des emplois féminisés encore moins payés).

– Pour les accidents du travail.

La CGT revendique une limitation de la sous-traitance, par exemple à 2 niveaux maximum, et que le donneur d'ordre soit responsable de toute la chaîne.

Une autre spécificité française : plus de 50 % du PIB dépend de la consommation. Or, avec des salaires trop bas, les salariés ne peuvent pas vivre de leur travail ni consommer. Cela crée une spirale déflationniste. À l'inverse, les syndicats, dont la CGT, défendent que l'augmentation des salaires relance l'économie – c'est l'inverse des politiques d'austérité.

Autre accélérateur de ces processus : la financiarisation de l'économie au détriment de l'économie réelle. Chez Thales, on voit des PSE (« plans de sauvegarde de l'emploi ») avec 0 % de sauvegarde et 100 % de licenciements – même dans des entreprises rentables. Des groupes bénéficiaires comme Michelin organisent leur propre concurrence interne.

La CGT a comptabilisé 300 PSE, surtout dans l'industrie, avec des destructions d'emploi en cascade. La France, parmi les grandes puissances européennes, est le pays le moins industrialisé. Pourtant, 75 % des emplois industriels sont hors métropole – ils maintiennent un liant territorial. La désindustrialisation nourrit la fracture sociale et la progression de l'extrême droite. À l'inverse, réindustrialiser permettrait de remettre un tissu professionnel et social sur nos territoires.

Pourquoi n'arrive-t-on pas à arrêter ça ?

1. **La déstructuration du droit**, avec les ordonnances Macron-Pénicaud, a facilité les licenciements et affaibli la représentation des salariés (CSE). La CGT exige de revenir sur ces mesures.

2. **L'absence de critères sociaux et environnementaux** dans les aides publiques. Il faut une planification industrielle, des critères stricts pour les importations, et conditionner les aides publiques à un droit de veto des CSE/syndicats. Il faut sortir du dilemme écologie *versus* industrie/emplois. Le protectionnisme social c'est renforcer les droits des travailleurs ici et à l'autre bout de la planète, pour réduire l'intérêt patronal à délocaliser.

Il y a des projets alternatifs, comme celui sur l'imagerie médicale chez Thales, ou le projet alternatif porté par la CGT et les salariés à Vencorex (entreprise avec un enjeu civil et militaire), ou à la Chapelle Darblay.

Enfin, heureusement, il y a les rapports sociaux et le syndicalisme, seul contre-pouvoir dans les entreprises – là où se crée la richesse, mais où il y a le moins de démocratie. Les ordonnances Macron ont affaibli ce contre-pouvoir, mais il y a la lutte des classes à laquelle nous participons fermement. Et le syndicalisme, c'est à la fois le seul contre-pouvoir dans l'entreprise, mais c'est aussi la seule force collective à être capable de mobiliser dans la rue. Jeudi prochain, le 3 avril, il y a une mobilisation dans la Fonction publique. Il y aura le 1^{er} mai unitaire, solidaire et pour la paix. Et début juin, il y aura une grosse mobilisation nationale pour les salaires et les retraites.

Ulrike Lepont,
chargée de recherche au CNRS



« L'État investisseur » n'est pas un antidote à l'austérité

Mes recherches sur les politiques d'investissement depuis la crise de 2008 montrent que ces politiques, souvent présentées comme des outils de relance, visent principalement à développer des secteurs économiques jugés stratégiques, notamment *via* des aides aux entreprises. Le point central est que ces politiques d'investissement ne constituent pas un antidote à l'austérité, mais en sont au contraire le complément, au sein d'une même logique : celle de l'« État investisseur ».

La réhabilitation de l'investissement public depuis la crise de 2008

Depuis 2008-2009, on observe une promotion de l'investissement public en France (Grand emprunt de 2009, Programmes d'investissement d'avenir représentant 77 milliards sur la décennie 2010, puis France 2030 avec 60 milliards) et en Europe (plan Juncker, puis *European Green Deal*, plan *Next Generation EU* après le choc du covid, et maintenant rapport Draghi). Les plans post-Covid s'inscrivent dans une continuité plus qu'ils ne représentent une rupture. Ce mouvement s'accompagne d'une réhabilitation de la politique budgétaire comme outil de croissance, notamment sous l'impulsion de Mario Draghi en 2014, avec l'idée que « la politique monétaire ne peut pas tout ». La Commission européenne, le FMI et l'OCDE promeuvent alors les dépenses d'investissement – mais sous conditions : elles sont réservées aux pays disposant de marges budgétaires et strictement limitées aux dépenses « productives », excluant ainsi le fonctionnement et la redistribution.

Cette orientation s'appuie sur deux justifications théoriques qu'on retrouve aussi bien au FMI qu'à l'OCDE, puis à la Commission européenne : la réévaluation du multiplicateur budgétaire après l'échec de l'austérité en Grèce, et l'idée d'« *investment gap* » justifiant l'intervention étatique pour combler le déficit d'investissement privé dans les secteurs risqués, interprété comme une « défaillance de marché » à corriger.

Pourtant, cette relégitimation de l'investissement public s'accompagne d'un maintien de l'austérité sur les autres dépenses. Les discours politiques opposent les « bonnes » dépenses (l'investissement) et les « mauvaises » dépenses (le fonctionnement courant et la redistribution).

Le raisonnement tenu est que les premières méritent d'être financées par l'emprunt (et même par l'augmentation de la dette) car les investissements préparent l'avenir et la croissance future. De plus, ils ne créent pas seulement de la dette à rembourser (du « passif ») pour les générations futures, mais aussi des biens qui leur serviront (des « actifs »). Dans certains cas, l'État attend même un retour sur

investissement net (logique des prêts ou des avances sur recettes). Les dépenses de fonctionnement, au contraire, continuent d'être vilipendées comme un puits sans fond qui, elles, ne créent que de la dette pour les générations futures et qui sont donc irresponsables.

Ce raisonnement est tenu de manière particulièrement explicite par Nicolas Sarkozy dès l'automne 2008 dans les différents discours annonçant des dépenses considérables pour relancer l'économie :

« Notre réponse à la crise, c'est l'investissement.

Ce qui est crucial, c'est la dépense et la nature de la dépense. Quand la dépense est de l'investissement, on peut la financer en partie par l'emprunt. Nos enfants hériteront certes du passif mais aussi des actifs. Ce que nos parents ont investi dans le nucléaire, dans le TGV, dans l'aéronautique, les ponts, les autoroutes, les hôpitaux, c'est nous qui en profitons.

Mais quand nous finançons les dépenses courantes par le déficit, alors nous ne laissons à nos enfants que des dettes. »¹

Plus d'une décennie plus tard, il est également présent dans le premier discours que Jean Castex fait devant l'Assemblée nationale en juillet 2020, ou dans la présentation du programme « France 2030 » par le président Macron en 2021 :

« Autant nous devons assumer le sérieux budgétaire sur nos dépenses de fonctionnement, autant nous devons assumer cet investissement massif. [...] Dépenser sans transformer, c'est de la dépense courante. Dépenser en transformant, c'est de l'investissement pour l'avenir. »²

« Je pense qu'il faut réinvestir dans une stratégie de croissance qui consiste à faire des investissements qui sont, par leur gouvernance, leurs modalités, totalement distincts de la dépense récurrente. »³

L'investissement devient donc le nouveau registre de légitimité de l'action de l'État.

En corollaire, ce qui n'est pas de l'investissement est discrédité et doit faire l'objet de politiques d'austérité – car ce seraient des dépenses improductives et inefficaces.

Une définition très restreinte de l'« investissement »

Mais ce discours repose sur une définition très restreinte de l'investissement : l'investissement dit « productif », réduit au périmètre des politiques industrielles classiques prenant la forme d'aides à l'innovation et aux entreprises.

Les dépenses dans l'éducation, la santé, la culture, qui peuvent pourtant être considérées comme de l'« investissement social » également générateur de richesse et de développement économique futur, ne sont pas incluses.

Seuls font exception un peu de formation continue, ainsi que l'enseignement supérieur et la recherche mais au prix de la logique de « valorisation » qui oblige les chercheurs à justifier leurs projets par des perspectives de rentabilisation future.

Toutes ces dépenses tombent sous la catégorie des « dépenses de fonctionnement » – salaires des fonctionnaires et prestations sociales – qui sont systématiquement opposées aux dépenses d'investissement – au point que dans les programmes d'investissement une condition à la dépense est de ne pas créer de dépense de fonctionnement pérenne (par exemple dans la recherche).

Ainsi, dans l'état actuel des choses qui exclut les politiques sociales et de redistribution du champ de l'investissement, l'État investisseur constitue davantage une menace qu'un allié pour l'État-providence.

Les politiques d'austérité, loin d'être en contraction avec l'État investisseur, sont donc au contraire au cœur de sa logique. Elles en sont même la condition : dans la mesure où l'État investisseur continue de se financer sur les marchés financiers, il doit continuer de donner des gages à ces derniers. La promesse de réduction des dépenses de fonctionnement en constitue un.

L'État investisseur : modalités d'intervention et collaboration avec le secteur privé

Le mode opératoire de l'État investisseur vise à limiter les dépenses de fonctionnement tout en développant le marché sans s'y substituer. Comme l'analyse Vivien Schmidt (2009), sa logique est de « faire faire » ou « faire avec » les acteurs privés plutôt que d'agir directement, ce qui éviterait d'accroître les capacités administratives ou de nationaliser des secteurs économiques. L'État se concentre ainsi sur l'allocation stratégique des fonds et leur supervision, en évitant le recrutement de fonctionnaires au profit de

contrats précaires (CDD, droit privé). Cette approche s'appuie sur des agences semi-autonomes comme l'Ademe ou BPI France (qui ne compte qu'une dizaine de fonctionnaires pour 3000 salariés) et sur un « gouvernement par projets », où les financements sont limités à la durée des projets, comme dans le cas des Labex du PIA.

Les modalités d'intervention/d'investissement de l'État investisseur consistent d'une part, à se concevoir et à se comporter comme un investisseur, adoptant la logique d'un investisseur privé cherchant à optimiser le rendement de ses flux financiers futurs ; d'autre part, à collaborer avec des investisseurs privés et à tenter de les enrôler.

L'État investisseur adopte deux postures complémentaires : celle de banquier public (prêts, garanties, avances) et celle de fonds d'investissement (participations directes ou *via* des fonds de fonds). Si les instruments du banquier public existaient déjà après 1945, leur importance relative a augmenté au détriment des subventions, désormais conditionnées à des cofinancements privés et limitées dans le temps (2 à 5 ans). Les outils de capital-investissement, apparus timidement dans les années 1970 (Sofinnova, Siparex), se sont développés avec BPI France à partir de 2012.

Cette stratégie implique activement les investisseurs privés selon trois principes : le co-investissement (avec une participation privée minimale de 50 %), les effets de levier (où le succès se mesure au ratio fonds privés/publics), et le dérisquage (*via* des PPP, garanties ou clauses favorables aux privés). L'objectif n'est pas de remplacer mais d'orienter les financements privés vers des secteurs prioritaires.

1. Discours de Nicolas Sarkozy prononcé le 4 décembre 2008 à Douai.
2. Déclaration de politique générale de M. Jean Castex à l'Assemblée nationale le 15 juillet 2020.
3. Discours d'Emmanuel Macron pour présenter le plan France 2030, 12 octobre 2021.

Jean-Marc Durand,
membre du conseil national du PCF, rédacteur en chef
d'Économie&Politique

L'urgence d'une alternative à l'austérité

Quelques mots s'inscrivent dans la réflexion que nous menons aujourd'hui sur l'urgence d'une alternative à l'austérité, pour essayer de situer l'enjeu d'un autre développement des entreprises à partir d'un objectif d'efficacité économique, écologique et sociale.

Sous-entendre que les entreprises sont un facteur de l'austérité ambiante peut *a priori* sembler surprenant, voire contradictoire. Car malgré tout, elles demeurent aujourd'hui pour l'essentiel le lieu où se réalise la création des richesses. Cependant, si cela est indéniable, en rester à ce seul constat serait ne pas voir à quel point leurs critères

de gestion pèsent par les contraintes qu'ils leur imposent, par exemple, à faire des placements financiers, sur leurs capacités à proposer une offre d'une toute autre nature, d'une toute autre dimension.

Les effets austéritaires des choix patronaux

La première manifestation est l'emploi. L'emploi en nombre et en qualité. La course à la rentabilité conduit à contracter les effectifs au maximum et à chercher par tous les moyens



à rémunérer au plus bas niveau possible les qualifications. La conséquence est le chômage et la précarité, des productions *low-cost*. C'est l'austérité anti-salariale. Soit, autant de freins à la capacité à créer des richesses utiles et donc à engendrer une croissance saine. Une logique qui au final se traduit par une amputation des moyens de financement des budgets publics et sociaux (cotisations – sécu, fiscalité – État, collectivités locales) et qui conduit à s'enfoncer dans un cercle vicieux récessif : réduction des dépenses, atonie de la croissance...

Une autre question est la politique d'attribution des aides publiques. En France entre 170 et 200 milliards d'euros sont distribués sous formes d'aides publiques aux entreprises, sans aucun contrôle démocratique de leur utilisation, particulièrement des salariés de ces entreprises. Pire même, une partie sous forme d'exonération de cotisations sociales, soit 75 milliards d'euros, est attribuée selon des critères qui encouragent les politiques du moins-disant social en conditionnant leur attribution à un faible niveau de salaires (1,6 SMIC). Ce sont des critères pervers. De tels objectifs anti-sociaux et, au global, anti-économiques, participent à tirer l'ensemble du développement de la société vers le bas et sont finalement un facteur d'austérité aggravant. Et cette réalité n'est pas une spécificité française. C'est l'ensemble des pays de l'UE qui est soumis à cette logique ce qui place l'Europe en une situation de grande fragilité avec des risques de mise en concurrence exacerbée des pays européens entre eux, ce qui se produit déjà en partie, avec le jeu des délocalisations intra-européennes.

C'est dans ce contexte qu'à la faveur du conflit russo-ukrainien est monté, pour en arriver aujourd'hui à une forme de projet de prétendu salut public, le projet consistant à développer comme jamais une politique de réarmement au prétexte d'assurer notre défense contre un potentiel envahisseur : la Russie ! Ainsi, il nous est proposé par Emmanuel Macron en France comme par Ursula von der Leyen en Europe d'entrer en économie de guerre, ce qui s'accompagne au passage, d'une propagande de guerre aussi éhontée que dangereuse pour les peuples européens.

L'austérité qui sévit en effet dans toute l'Europe, résultat des choix de rentabilité, mine l'Europe et les nations européennes mettant d'ailleurs profondément en cause le type de construction européenne qui a été choisi depuis le début. Les dirigeants européens, dont le président Français en tête, ont conscience. C'est pourquoi ils voient ou en tout cas ils veulent nous faire croire qu'une économie de guerre serait le moyen de sortir de la récession et de remettre l'Europe sur de bons rails. Ainsi ils font sauter une nouvelle fois la barre du respect des critères budgétaires pour annoncer 800 milliards d'investissements pour toute l'Europe, l'Allemagne pour elle seule en annonce 500 milliards d'euros.

Mais ce faisant, ils ignorent ou, plus exactement, ils feignent d'ignorer deux conséquences. D'une part les arbitrages qu'il faudra effectuer quant aux dépenses à engager entre le militaire et le civil. De l'autre, que l'argent sera emprunté sur le marché financier et exigera donc d'être rémunéré en retour. Deux attendus qui au lieu d'engager une expansion vont dans les faits contribuer à renforcer l'austérité, c'est-à-dire à aggraver les conditions de travail et d'existence des populations. Un bémol s'agissant de l'Allemagne qui a annoncé que l'argent qu'elle comptait mobiliser englobait non seulement des dépenses militaires mais aussi de quoi mener le renouvellement de ses infrastructures, dans le but de retrouver sa souveraineté industrielle et son statut de leader économique européen, mais cela ne se fera malgré tout pas à coût nul pour le peuple allemand. Cependant, une vraie différence existe avec les choix d'Em-

manuel Macron qui pour la France n'annonce que des dépenses militaires, pensant que celles-ci par ruissellement auraient un impact sur le développement des autres secteurs.

Il faut intégrer au tableau de la situation générale la hausse de l'euro qui va peser sur l'économie européenne renchérissant le coût des importations et rendant les exportations plus difficiles, cela justement au moment où les États-Unis cherchent à faire baisser le cours du dollar afin d'exporter leurs productions. Un élément de difficultés supplémentaires pour une Europe déjà malade que ses dirigeants comptent guérir par une cure d'économie de guerre et une poussée de fédéralisme, les deux étant d'ailleurs largement liées. Et qui loin de contribuer à une relance de la production de richesses réelles et utiles vont encore plus précipiter les populations européennes vers le bas, d'où peuvent découler de nouveaux éléments de divisions intra-européennes.

Des voies à explorer pour une alternative

Longtemps, tout ce qui touchait à la politique des entreprises a été présenté comme un sujet tabou, un pré carré réservé en France et en Europe. C'est la politique de la concurrence qui allait tout régler : de l'innovation en passant par la bonne utilisation des capitaux jusqu'à une meilleure réponse aux besoins. Cependant les faits ont quelque peu chamboulé la donne. La pandémie, la guerre économique États-Unis-Chine, la guerre en Ukraine ont été une sorte de révélateur de la fragilité des entreprises en France et en Europe, avec la rupture de chaînes d'approvisionnements et de productions qui ont généré de véritables pénuries.

Du coup, certaines inflexions ont été engagées. Par exemple au plan européen, alors que la Commission européenne avait refusé la fusion Alstom-Siemens au nom de l'«abus de position dominante». Nous étions contre cette fusion mais pour d'autres raisons. À présent, on assiste à un revirement de doctrine si on peut dire, avec l'autorisation donnée à des alliances entre entreprises industrielles sur des projets labellisés touchant des domaines stratégiques. Puis, en réponse aux ruptures d'approvisionnement, un accord entre les États européens sur un plan de relance, inédit par son montant (environ 5 fois le budget européen) a été trouvé, financé en partie par un emprunt européen mutualisé, baptisé «Next Generation EU». Pour ses dirigeants, il s'agit dès lors, de rendre «l'Europe de l'après-Covid plus verte, plus numérique, plus résiliente et mieux adaptée aux défis actuels et à venir» ! Enfin, en vue de la neutralité carbone en 2050 un ensemble législatif dédié à une industrie à zéro émission a été élaboré et adopté. En France tout cela s'est traduit par le projet «France 2030» dont on peut d'ailleurs se demander aujourd'hui où il est passé.

Pour parfaire le tableau, la Commission européenne qui se présentait comme le gendarme des aides publiques aux entreprises a d'un seul coup changé de cap et c'est maintenant «open bar» pour le financement par les États des énergies renouvelables dont la technologie n'est pas forcément toujours très mature. Les États sont en outre autorisés, s'agissant des biens d'équipement stratégiques dont la production européenne est insuffisante, à aligner leurs subventions sur celles des États extérieurs à l'UE, notamment sur les États-Unis. Une aubaine pour les multinationales qui peuvent soumettre leurs divers sites de par le monde aux enchères à la subvention, un peu comme elles font avec l'impôt sur les sociétés.

Ainsi, on assiste en ce moment à une sorte de retour au national s'agissant des aides aux entreprises et particulièrement aux entreprises industrielles. De quoi finalement conforter en France les choix de Macron en ce domaine, ce qui peut d'ailleurs donner l'impression d'une reconquête de « souveraineté nationale » dont on aurait sans doute tort de se réjouir trop vite. Car, sur le fond, se joue une nouvelle partition concernant les relations État-entreprises, État-capital plus exactement, qui, en s'inscrivant dans la tradition du capitalisme monopoliste d'État, lui cherche en fait un nouveau cadre opérationnel.

On pourrait pourtant changer les « règles » mais tout autrement : accepter les aides publiques... si elles respectent trois critères : emploi, diminution des émissions de CO₂ et équilibre géographique.

Reste à savoir si de tels choix européens aux conséquences directes sur les politiques nationales sont de nature à faire émerger une nouvelle cohérence d'entreprise et de développement industriel permettant de relever les énormes défis sociaux et environnementaux de la période ? Il est à craindre que les objectifs et les critères dans lesquels s'inscrit cette nouvelle politique ne nous laissent aucune illusion car :

– Les critères de développement restent les mêmes. La priorité absolue est donnée à l'investissement qui est l'alpha et l'oméga d'une gestion capitaliste. L'emploi ne fait en réalité pas partie des objectifs des plans en cours. Il est même gravement attaqué notamment par la mise en cause des règles du marché du travail et de la protection sociale ce qui se caractérise par exemple en ce moment même en France par une nouvelle campagne en faveur de la retraite par capitalisation.

– Le mode de financement utilisé participe à accroître les coûts du capital et la dépendance à l'égard des marchés financiers au lieu de chercher à s'en émanciper. Les financements se font auprès des marchés financiers, qu'ils soient européens avec le Next Generation EU, ou nationaux, les États étant contraints de financer leurs déficits auprès de ces derniers.

– La renationalisation des aides contribue à attiser les concurrences entre les États européens, afin d'attirer les implantations d'entreprises. Cela ne peut que renforcer les inégalités territoriales entre les États riches, qui peuvent « arroser » avec largesse, ou ceux qui jouent sur le dumping social et fiscal... et les autres. Le fractionnement de l'Europe entre les pays qui concentrent l'industrie et ceux qui se désindustrialisent ne peut que s'accélérer.

– Enfin il n'existe pas de planification stratégique cohérente de filière, organisée à partir de projets locaux, régionaux et nationaux, définis démocratiquement, avec l'objectif d'un rééquilibrage industriel sur les territoires et entre pays européens. Les financements accordés pour des « niches » décidées par les multinationales et pour leur compte, avec leurs critères capitalistes de rentabilité, n'éviteront ni les doublons concurrentiels, ni la persistance de pénuries.

Il faut être clair ! Il ne peut y avoir de nouvelle efficacité économique, écologique et sociale de l'offre des entreprises sans affronter les enjeux majeurs que sont le rôle des multinationales, la dictature des marchés financiers et une nouvelle démocratie à l'entreprise incarnée par l'intervention des salariés dans la gestion.

Il s'agit d'ouvrir les voies d'une alternative crédible pour de nouveaux critères en s'attaquant à plusieurs chantiers :
– À celui de nouveaux droits des salariés assortis de pouvoirs décisionnels. Ce qui inclut des droits suspensifs sur

les décisions de délocalisation, les licenciements et les fermetures d'entreprises, assortis du droit de faire des contre-propositions et de droits de saisine des institutions financières, en particulier des banques d'investissement national et européenne, et des administrations fiscales, à l'appui de ces contre-propositions.

– À celui des aides publiques, qui doivent être conditionnées strictement à des objectifs d'emploi, de formation, et de transformation écologique des productions, et d'équilibre géographique, avec un suivi sous le contrôle des salariés et l'application de sanctions en cas de non-respect des engagements.

– À celui des financements des marchés financiers et de la pression qu'ils exercent sur la gestion des entreprises. Deux mesures pourraient être applicables immédiatement avec l'appui de luttes sociales et politiques afin de desserrer tout de suite cet étau :

- Une nouvelle sélectivité des financements que la BCE accorde aux banques, afin de les inciter à changer à leur tour leur politique de crédit, pour la détourner des opérations financières et spéculatives juteuses et la diriger vers les activités sociales et écologiques utiles, créatrices d'emplois.

- La création d'un fonds européen social, écologique et solidaire pour financer le développement des services publics, financé à taux zéro par la BCE ce que permettent les actuels traités. Les services publics ont en effet grandement partie liée avec un développement nouveau des entreprises afin qu'elles mettent en œuvre une nouvelle efficacité économique et écologique, basée sur le développement des capacités humaines. Ils sont de ce point de vue, un vecteur important d'une nouvelle gestion des entreprises, en leur proposant des services à faible coût, en organisant la planification écologique et sociale, en formant et en soutenant les efforts de décarbonation des productions.

- Un fonds national et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation qui dotés d'argent public, par exemple une partie des exonérations de cotisations sociales des entreprises, prendrait en charge les intérêts bancaires des prêts accordés par les banques aux entreprises pour assurer leur développement (dépenses et investissements créateurs d'emplois, de formation, de bons salaires, de productions décarbonées) cela sous le contrôle des salariés.

– À celui du besoin de mettre en phase développement des entreprises et reconquête industrielle avec les besoins de la société. C'est-à-dire notamment en partant des demandes de grands services comme les transports, l'énergie, l'eau, la santé, l'éducation... Les grands succès industriels de la France ne résultent-ils pas de ce type de coopérations ? Par exemple entre la SNCF et Alstom, pour le TGV, entre EDF et le développement du nucléaire civil ? Ce n'est pas en organisant la chasse aux services publics avec une ouverture forcée à la concurrence comme ce qui se passe en ce moment pour le ferroviaire et en imposant partout des politiques d'austérité qu'on y parviendra.

– Enfin à celui du libre-échange, véritable machine à broyer les normes sociales et environnementales. Il s'agit de lui opposer des coopérations protectrices sociales et écologiques, et de réguler les échanges par des traités de maîtrise du commerce international fondés sur des échanges mutuellement avantageux tirant l'ensemble des pays vers le haut.

Pascal Petit,

directeur de recherche émérite, Centre d'économie de l'Université Paris Nord



Construire de nouvelles coopérations entre salariés

Dans les universités comme ailleurs, on devrait davantage questionner ces mécanismes d'exonération de cotisations sociales et de subventions qui, sous couvert de soutien, finissent souvent par précariser et produire des effets contraires à leurs objectifs affichés.

Autre point crucial : cette valorisation systématique de l'investissement, fréquemment évoquée sans qu'on s'interroge jamais sur ses finalités réelles. Cela demande un regard extérieur, voire interne – celui des salariés eux-mêmes. Je pensais initialement centrer mon propos sur les dynamiques d'apprentissage en entreprise, mais il apparaît nécessaire d'élargir la perspective aux défis environnementaux et sociaux qui s'imposent à nous.

Plusieurs chantiers s'ouvrent alors :

- La mobilité des travailleurs, qui pourrait faire l'objet d'une gestion collective entre entreprises, permettant de mieux articuler les besoins.
- Les questions de formation, où la circulation des savoirs est essentielle.
- Les enjeux d'implantation territoriale face aux impératifs climatiques (gestion de l'eau, de l'air) ;
- La possibilité pour les salariés de développer des centres d'intérêt et partenariats autour de ces défis.

L'idée des « communs », bien que parfois galvaudée, retrouve ici toute sa pertinence face à l'urgence climatique. L'exemple de l'Université du Bien Commun, installée à l'Académie du Climat, est particulièrement inspirant. Tout comme l'expérience du maire de Naples, qui, face à des difficultés locales, a su réactiver les principes de solidarité inscrits dans la constitution italienne pour recréer du lien social autour de biens communs comme l'eau.

Ces initiatives montrent comment peut émerger une nouvelle forme de coopération entre salariés d'entreprises différentes, autour d'enjeux concrets tels que le recyclage et la réutilisation des ressources (comme l'eau dans les processus industriels), la gestion collective des externalités environnementales ou le développement de l'économie circulaire.

Quelles coopérations internationales pour relever le défi environnemental ?

Je ne prétends pas que ces démarches transformeront miraculeusement les rapports sociaux – à Renault Flins, s'occuper ensemble des nuisances sonores ne résoudra pas tous les problèmes. Mais cette approche progressive, à l'image de ce qu'a initié le maire de Naples (même si les élections suivantes ont montré les limites du processus), ouvre des pistes concrètes.

Reste que face à l'ampleur des transformations environnementales, l'élan donné par l'Accord de Paris semble aujourd'hui marquer le pas. Une forme de fatigue s'installe face à ces enjeux qui paraissent à la fois immenses et lointains. Pourtant, comme le montrent ces expériences locales, c'est par le concret et le partage des préoccupations que peut se reconstruire une véritable capacité collective d'action.

Nous constatons aujourd'hui un affaiblissement général des dynamiques environnementales, pour des raisons essentiellement politiques. Cet affaiblissement s'explique par des résultats électoraux défavorables et par la complexité intrinsèque des questions écologiques, qui ne se réduisent pas à des solutions simplistes ou à des dossiers purement techniques à long terme.

Il devient urgent de réintégrer dans notre réflexion collective les problèmes concrets et communs auxquels sont confrontés les citoyens au quotidien. Cela soulève plusieurs interrogations : qu'en est-il des coopérations internationales dans ce domaine ? Comment les autres pays abordent-ils ces défis ? Existe-t-il des expériences inspirantes ailleurs qui pourraient nourrir notre réflexion ?

La situation géopolitique actuelle offre paradoxalement des opportunités nouvelles. Avec l'élection de Trump, nous nous sommes débarrassés d'un allié encombrant, clairement devenu adversaire. Ce changement pourrait renforcer les solidarités européennes et permettre de renouer avec nos partenaires traditionnels – Anglais, Allemands, Italiens – autour de discussions constructives sur ces enjeux.

Concernant les leviers d'action, votre mention des actionnaires trop puissants est particulièrement pertinente. Une réponse concrète à l'unilatéralisme américain pourrait consister à taxer davantage les dividendes des multinationales françaises opérant aux États-Unis, en appliquant le principe de double matérialité. Cela toucherait directement les intérêts financiers qui alimentent la machine de guerre américaine.

Nous pourrions ainsi commencer par « titiller » ces actionnaires tout-puissants, même si cela risque de provoquer des représailles commerciales (comme des boycotts de produits français). Mais ces mesures de rétorsion ne doivent pas nous intimider – nous pourrions répondre par des contre-boycotts ciblés.

Pour conclure, face au tableau plutôt déprimant dressé précédemment, il me semble crucial d'introduire ces nouvelles perspectives. Car ces problématiques, aussi complexes soient-elles, portent en elles des opportunités d'apprentissage à différents niveaux. Elles peuvent renforcer les dynamiques que vous avez initiées et contribuer à relancer une action collective plus ambitieuse.

IV. Table ronde 3 - Lutte contre l'austérité et besoin d'un nouvel ordre économique européen et international

Luiz Awazu Pereira da Silva,

ancien ministre des gouvernements Lula et Rousseff, Brésil, ancien directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux, professeur à Sciences Po Paris



Sortir de la pensée conventionnelle pour relever le triple défi social, écologique, de défense

Je vous remercie vivement pour cette invitation. Je représente sans doute dans ce panel la figure du « technocrate de service », ayant œuvré au sein d'institutions internationales et auprès de trois gouvernements brésiliens – ceux des présidents Lula et Dilma Rousseff.

Nous nous trouvons sur le plan international, celui de l'économie globale, après les mesures prises par la nouvelle administration des États-Unis, face à une situation nouvelle et critique qui exige une réponse urgente mais différente de ce qu'on entend d'habitude. Cette urgence doit se refléter dans des mesures de politique économique, y compris en France et aussi en Europe, mais de manière innovatrice. Pourquoi la plupart des technocrates et observateurs internationaux considèrent-ils la situation actuelle comme critique ? Nous avons sous-estimé les effets des politiques mises en place par la nouvelle administration américaine. Nous pensions avoir affaire à un simple ajustement tarifaire, avec un impact inflationniste mondial limité – ce

que le jargon économique conventionnel qualifie de « petit choc d'offre ». En réalité, la situation est bien plus grave. Nous faisons face à des mesures introduites de manière erratique, créant une volatilité importante sur les marchés mondiaux, à une incertitude majeure quant à l'orientation des politiques économiques américaines, et à des perturbations affectant à la fois la conjoncture immédiate et les perspectives à moyen-long terme (comme en témoignent les turbulences actuelles sur les marchés financiers). Il y a un plan certes, la volonté de faire revenir l'emploi industriel aux États-Unis, de rééquilibrer leurs échanges avec le monde, mais les instruments utilisés (tarifs et menaces) sont inadéquats.

De plus, il ne s'agit pas simplement d'un changement de politique économique américaine, aussi significatif soit-il. C'est aussi une remise en question des règles du système monétaire international – un véritable changement de paradigme. Le dollar jouissait déjà d'un privilège exorbitant :

celui d'être la monnaie de réserve internationale, le refuge final de tout investisseur, l'unité de facturation et de transaction mondiales, et donc permettant à l'émetteur de pouvoir financer ses déficits (presque) sans limite. On y ajoute un chantage militaire et commercial forçant à la fois les pays créditeurs des États-Unis à œuvrer à une dépréciation du dollar (comme lors des « Accords » du Plaza en 1985) et à préférer détenir des actifs en dollar quelle que soit la rémunération offerte.

Pourquoi beaucoup d'économistes jugent-ils ces mesures et ces contradictions particulièrement critiques ? Elles pourraient déclencher, du fait de l'énorme incertitude qu'elles suscitent, d'abord une récession américaine, par une pause des investissements et une crise financière, et puis une contagion mondiale *via* des effets de domino. Les États-Unis restent suffisamment influents et systémiques économiquement pour que leurs perturbations affectent la Chine, l'Europe et le reste du monde.

Nous ne parlons plus d'un simple choc tarifaire, mais d'un risque réel de récession globale et, en tous les cas, d'un sérieux ralentissement. Cette analyse n'émane pas seulement de quelques économistes (encore que l'ensemble des commentateurs célèbres soient d'accord, de Paul Krugman à Larry Summers), mais également d'institutions bien connues comme le FMI et les grandes banques d'affaires américaines (J.-P. Morgan, Goldman Sachs).

Face à cette situation, que faire ? Rappelons-nous la crise financière de 2008-2009, la pandémie de COVID et maintenant ce nouveau risque de récession.

Comme nous en avons discuté aujourd'hui, ces crises successives et leurs effets sociaux, en particulier avec la dégradation de l'offre de biens et services publics liés à l'État-providence, ont contribué à une montée de colère sociale et un glissement du choix électoral des classes populaires vers l'extrême droite, en amplifiant une insatisfaction croissante face aux élites.

Pour moi, le type de risque social, économique et politique de ce scénario évoque clairement ceux que nous avons observé dans les années 1930, avec des effets récessifs de la crise de 1929, les tensions sociopolitiques, une dégradation des conditions d'offre de biens publics, d'insécurité, de peur, et d'ostracisation des groupes minoritaires.

Face à ce type de risque récessif, même l'analyse économique conventionnelle reconnaît que l'austérité n'est pas la réponse appropriée dans ce contexte. Les manuels les plus classiques de macroéconomie montrent qu'une consolidation fiscale (euphémisme pour austérité) serait contreproductive et peut aggraver les insatisfactions déjà présentes après la crise de 2008 et la Covid-19. Et même si finalement le résultat de cette situation se borne à provoquer un simple ralentissement, il ne faut pas oublier que, en Allemagne et en France, on se trouve déjà qui en récession, qui en décroissance. Et que donc les réflexions des *policy-makers* devraient plutôt chercher des politiques macroéconomiques pour relancer l'activité.

Sortir des choix binaires

Que voit-on le plus comme réponse proposée aujourd'hui ? Au mieux une sorte de keynésianisme militaire – tenter de relancer l'économie par les dépenses militaires, au niveau de certains pays européens. Au pire, une tentative d'essayer de relancer la confiance d'investisseurs en proposant une trajectoire d'ajustement budgétaire très agressive, alors qu'il plane énormément de doutes sur la croissance en 2025-26 (donc sur les recettes budgétaires) et sur la viabilité du consensus social qui pourrait appuyer cette stratégie. Donc, si on partage même une sous-par-

tie du diagnostic initial sur ces risques globaux, cette solution est manifestement à la fois insuffisante mais surtout très risquée.

À mon avis, nous devons aborder, en France et en Europe, trois défis simultanément : un défi social, un défi écologique et un défi de défense. Et nous devrions nous interroger sur comment y répondre dans un cadre européen, car celui-ci est beaucoup plus compatible avec des moyens de financement supplémentaires pour chaque pays de la zone euro, y compris la France.

Est-ce réalisable en Europe ? La pensée conventionnelle nous dit qu'il faut « choisir entre le beurre et les canons ». Je rejette ce faux dilemme. Il est parfaitement possible de financer ce triple projet de relance en Europe.

Plusieurs instruments existent et ont déjà été utilisés dans les crises de 2008 et Covid – imposition plus progressive bien sûr, des revenus et patrimoine, mais surtout maintenant la possibilité de l'endettement en euro qui peut être mutualisé. On remarque que c'est d'ailleurs une des pistes du rapport Draghi, qui a été écrit avant que l'on puisse envisager les effets délétères des politiques américaines de 2025. Peut-on soutenir que ce qui était avant un plaidoyer pour une nouvelle croissance en Europe est moins justifié aujourd'hui, alors que les risques de décroissance ont augmenté ?

L'important est donc de pouvoir discuter sérieusement au niveau des instances européennes (l'Allemagne a déjà pris de l'avance sur la France avec son propre plan de redressement et des décisions budgétaires sans précédent) et aussi en France. Par exemple, en posant le débat démocratiquement, sans préjugés sur :

- Le diagnostic de cette phase de l'économie mondiale et ses retombées sur la France et l'Europe : risque élevé de récession ou de fort ralentissement et ses risques.

- La nécessité d'agir par des politiques adéquates, d'offre et de demande, de manière coordonnée, pour minimiser ces risques.

- Une approche intégrée et planifiée couvrant les domaines des infrastructures, des dépenses sociales, des investissements dans la transition écologique, et les nécessités des politiques de défense et sécurité.

Ce n'est qu'ensuite que nous pourrions vraiment débattre des modalités de financement y compris sur des propositions plus audacieuses et moins conventionnelles comme la création monétaire et le crédit bancaire public et parapublic. Il ne s'agit pas de minimiser les risques de l'endettement souverain mais il ne faut pas en faire un épouvantail, une impossibilité de principe. Si en effet nous sommes dans une très grave crise, politique, sociale, de défense, écologique, il faut penser à de grands moyens exceptionnels et ne pas s'empêcher de regarder des pistes pour utiliser les ressources existantes dans la zone euro, pour répondre au ralentissement économique en France et en Allemagne. Les situations sont évidemment différentes, entre les années 1930 et aujourd'hui. Mais on ne peut toutefois s'empêcher d'être attentif à la gravité de nos situations socio-politiques avec la montée des insatisfactions et de l'extrême droite. Les réponses « budgétaires prudentes » (au sens de politiques d'austérité ou de rigueur budgétaire en période de crise) mises en œuvre par le président Herbert Hoover aux États-Unis dans les années 1930 et par le chancelier Heinrich Brüning en Allemagne à partir de 1930 offrent deux exemples historiques marquants des limites de l'orthodoxie budgétaire face à une crise économique majeure. En Allemagne, elles ont une part de responsabilité historique dans la montée du nazisme.

Et pour convaincre de poser le débat au-delà des cercles déjà acquis à des solutions macroéconomiques différentes et plutôt expansionnistes, nous devons sortir du carcan intellectuel qui nous impose des choix binaires. Nous sommes dans un moment où nous avons déjà des crises graves non résolues : le réchauffement climatique, l'aggravation des inégalités, la colère sociale et sa traduction en préférences politiques d'extrême-droite. Il y a clairement aussi une réalité incontournable avec les tensions géopolitiques en Europe et dans le monde. Et finalement les chan-

gements des politiques américaines rajoutent des incertitudes considérables supplémentaires à ce qui était déjà risqué. Nous avons tout à gagner à discuter d'autres choix politiques qui peuvent concilier un nouveau projet social, la prévention des risques de récession et le financement d'une croissance vertueuse (à la fois sociale, écologique, et en augmentant notre sécurité).

Ne pas le faire serait plus qu'une faute, ce serait bien une erreur.

Sébastien Mang,
New Economics Fondation



Créer des marges de manoeuvre en Europe

Je vous remercie de cette invitation. La New Economics Fondation a été mise en place il y a presque 40 ans – l'année prochaine marquera cet anniversaire – à la suite d'une conférence organisée en réponse à une réunion du G7, en 1986, qui incluait Margaret Thatcher, l'une des architectes de l'économie austéritaire. Depuis lors, nous avons travaillé sur diverses alternatives économiques et, ces deux ou trois dernières années, nous nous sommes concentrés sur les règles budgétaires européennes appliquées aujourd'hui, qui entraînent des coupes budgétaires, y compris ici à Paris et en France.

Aujourd'hui, je voudrais aborder plusieurs points. Étant allemand, j'évoquerai notamment la situation de mon pays, particulièrement révélatrice. Je traiterai :

1. L'état économique actuel.
 2. Les enjeux de politique budgétaire en Europe.
 3. Les réformes nécessaires pour un système fonctionnel.
- La situation est complexe, comme vous l'avez souligné. Le modèle économique européen, traditionnellement tourné vers l'export, fait face à un défi majeur avec le protectionnisme croissant de Trump et la surcapacité industrielle chinoise dans nos secteurs clés. L'Allemagne, moteur exportateur européen, sera particulièrement impactée. Pourtant, l'Europe dispose d'atouts : notre base industrielle (30 millions d'emplois dans des secteurs comme l'automobile ou l'aéronautique) surpasse largement celle des États-Unis (13 millions). L'obsession pour la high-tech est problématique — prenez Facebook : géant économique, mais faible créateur d'emplois. Une politique industrielle efficace nécessite une politique budgétaire adaptée.

Nous avons besoin de marges de manoeuvre budgétaires pour des investissements publics massifs

Or nous manquons cruellement de marges de manoeuvre. Seuls trois États membres ont la capacité budgétaire de

comblent leurs retards en investissements verts et sociaux. Pour atteindre la souveraineté numérique, une étude estime nécessaires 300 milliards d'investissements sur 10 ans. Sans intervention publique massive, ces objectifs sont inatteignables – et le secteur privé seul investirait mal et insuffisamment.

Sur les règles budgétaires : le compromis de 2024 a instauré des limites strictes, poussées par l'ancien gouvernement allemand (SPD-Verts-libéraux). Paradoxe actuel : le nouveau gouvernement allemand prévoit d'exclure les dépenses militaires (au-delà de 1 % du PIB) des calculs de déficit, et d'investir 500 milliards en infrastructures... enfreignant ainsi les règles qu'il a lui-même contribué à créer !

Cette situation crée un dangereux précédent : pourquoi la France ou l'Espagne respecteraient-elles ces règles si l'Allemagne s'en affranchit ? Les règles actuelles sont politiquement intenables et économiquement contestables.

Nos propositions :

1. Réformer les règles budgétaires : les modèles actuels sous-estiment systématiquement l'impact des investissements publics (1 euro investi peut générer 1,50 euro de croissance, surtout dans le « vert ») ;
2. Créer des *eurobonds* (des obligations émises sur les marchés financiers par l'UE et non par chaque pays individuellement) pour mutualiser les investissements stratégiques au niveau européen ;
3. Taxer les grandes fortunes (une étude évaluée à 121 milliards le potentiel de recettes qu'on peut en attendre au niveau UE) ;
4. Coordonner politiques monétaire et budgétaire (taux préférentiels pour les investissements « verts »).

Cette transition nécessite des capitaux massifs – la BCE pourrait jouer un rôle clé en modulant ses taux. Je reste à votre disposition pour approfondir ces points durant les discussions.

Non, l'austérité n'est pas inévitable



Je vous remercie infiniment pour cette invitation. Quel plaisir de voir tant de personnes réunies contre l'austérité, déterminées à réfléchir sur le sujet, à en débattre et à préparer des stratégies pour la combattre.

Permettez-moi de commencer par une réflexion que Julio Anguita, ancien dirigeant de la gauche espagnole, avait coutume de formuler : l'austérité contre laquelle nous luttons aujourd'hui était autrefois un concept... appartenant à la gauche.

Oui, l'austérité était traditionnellement une idée que la gauche utilisait pour dénoncer les excès du capitalisme – ces dépenses effrénées que les capitalistes imposaient à la société.

Les ressources de la planète sont exploitées pour soumettre les travailleurs à un surmenage et pour produire des biens au-delà des besoins réels. Dans ce contexte, l'austérité s'est progressivement imposée comme un concept fondamental. Ce n'est que récemment – au cours des vingt dernières années, et plus précisément depuis la crise il y a quinze ans – que cette notion a gagné en légitimité. Comment ce basculement s'est-il opéré ? C'est ce que je me propose d'analyser.

Ma thèse centrale est la suivante : les partisans de l'austérité ont réussi à imposer l'idée qu'elle était inévitable, qu'« il n'y avait pas d'alternative » pour reprendre l'expression consacrée. Ce tour de force s'est accompli par la propagation d'arguments fallacieux qui ont fini par convaincre l'opinion publique.

Comme vous le souligniez précédemment, on observe une droitisation des électorats, phénomène souvent attribué aux politiques d'austérité. Paradoxalement, dans de nombreux pays, ce sont justement les partis d'extrême droite, pourtant promoteurs de ces mesures rigoristes, qui enregistrent des progressions électorales. Cette contradiction apparente révèle un problème profond : il nous faut déconstruire méthodiquement les arguments de la droite, qui présente l'austérité comme une nécessité économique bénéfique.

Permettez-moi d'examiner brièvement certains de ces arguments – dont je démontrerai la fausseté – avant d'en révéler les véritables motivations.

Les économistes orthodoxes, « marginalistes » ou néo-classiques, présentent l'austérité comme une vertu. Précisons d'abord sa définition technique : il s'agit de réduire l'écart entre recettes et dépenses publiques. Notons cependant que cet équilibre pourrait être atteint par l'augmentation des recettes fiscales plutôt que par la diminution des dépenses. Pourtant, dans le débat public, l'austérité est systématiquement assimilée à des coupes budgétaires. Cette réduction sémantique n'a rien d'anodin.

Si l'austérité prend historiquement la forme de restrictions budgétaires, c'est que son objectif inavoué n'est pas tant l'assainissement des finances publiques que l'affaiblisse-

ment stratégique de la classe ouvrière, comme je le développerai ultérieurement.

Quels sont donc les arguments techniques avancés par la droite et ses économistes ?

Le premier, fréquent dans les cercles académiques bien qu'absent des médias grand public, est la théorie de « l'éviction » de l'investissement privé par l'investissement public. Ce postulat repose sur l'idée d'un stock fixe d'épargne et de ressources dans l'économie. Les marginalistes, dont l'analyse ignore superbement le processus concret de création de richesse par le travail, prétendent que toute allocation de ressources au secteur public se ferait au détriment du privé. Or, nous savons que la richesse n'est pas une quantité finie : l'intervention publique peut générer une croissance économique qui bénéficie in fine à tous les acteurs, créant ainsi un cercle vertueux. Cette théorie de l'éviction ne résiste donc ni à l'analyse empirique ni à l'examen théorique.

Le second pilier idéologique est l'argument de la « confiance ». Selon cette logique, le dépassement d'un certain seuil de déficit public ébranlerait la confiance des investisseurs, provoquant des déséquilibres économiques. Les faits démentent pourtant cette affirmation. L'étude fameuse de Reinhart et Rogoff – entachée d'erreurs de calcul qui ont jeté le discrédit sur ses auteurs – prétendait établir un lien mécanique entre niveau d'endettement public et crises économiques. De nombreuses contre-études en ont depuis démontré la fausseté.

En conclusion de mon propos : aucune justification empirique ou théorique sérieuse ne vient étayer les politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques. Bien au contraire, d'un point de vue strictement technique, l'investissement public se révèle nécessaire et favorable à la croissance économique.

Reste alors une question cruciale : quel est le véritable objectif de ces politiques ?

Dans son article fondateur « Les aspects politiques du plein-emploi » (1943), l'économiste polonais Michal Kalecki analysait avec clairvoyance la capacité de l'intervention publique à garantir le plein-emploi et la stabilité économique. Il s'interrogeait alors sur l'opposition farouche des milieux d'affaires à ces politiques pourtant efficaces.

Sa réponse, toujours d'actualité, était limpide : le plein-emploi assuré par l'État prive les élites économiques de leur principal moyen de pression. Elles ne peuvent plus utiliser la menace du chômage pour discipliner les travailleurs, ni grandir le spectre de la défiance pour dicter leurs lois aux gouvernements.

En définitive, l'austérité ne répond à aucune nécessité économique objective. Elle ne sert pas l'intérêt général, mais celui d'une minorité privilégiée. C'est pourquoi nous devons – et nous pourrons – la combattre avec succès.

Frédéric Boccaro,

économiste, membre du comité exécutif national du PCF



L'austérité et le besoin d'un nouvel ordre économique international et européen

L'international est très intriqué avec le national : nous ne sommes pas du tout dans une « économie fermée ». Il est facteur d'austérité. Premier facteur d'austérité, l'effet dépressif de l'austérité des autres pays européens (à l'exception notable du Royaume-Uni, qui augmente ses dépenses publiques et sociales de plus de 30 milliards d'euros (même s'il a ensuite amoindri ces hausses) ! ; la hausse des tarifs douaniers US ; la déflation du prix des exportations chinoises. Deuxième facteur d'austérité, la croissance de l'accumulation financière et des marchés de capitaux. Cela a pour effet d'un côté la hausse des taux d'intérêts qui joue directement le coût de la dette publique qui est renouvelée régulièrement. La charge d'intérêt pour la France s'est ainsi accrue en 2 ans de 20 milliards d'euros, s'élevant à présent à 51 milliards d'euros, contribuant à déterminer les plans austérité de 2024 et 2025. L'appel aux marchés de capitaux c'est, de l'autre côté, l'appel aux capitaux existants (« l'épargne », les profits recyclés) donc le partage d'un même gâteau donné, sur lequel les tensions montent – donc aussi les taux d'intérêt – au lieu d'un appel à la création monétaire. Cette « ruée mondiale » sur les capitaux, avec pour corollaire l'assèchement des capitaux, est renforcée par la politique US de financement de ses dépenses publiques par un déficit accru (*deficit spending*) qui pompe encore plus sur les capitaux du monde. Troisième facteur d'austérité, enfin, l'économie de guerre néolibérale. C'est-à-dire une sorte d'austérité « sélective » : on ouvre les vannes des dépenses publiques d'armement, on poursuit les aides publiques au capital et aux profits, mais on accroît l'austérité pour les dépenses sociales et les services publics. La guerre pesant en plus moralement pour limiter les revendications sociales, par exemple sur le temps de travail.

Tout ceci joue d'autant plus que, d'une part, la France est endettée sur les marchés financiers et que cette dette est donc soumise à la spéculation et aux taux d'intérêt de marché ; et que, d'autre part, il y a une forte insuffisance du niveau du PIB en France (*par habitant*, le PIB y est 22 % plus faible qu'en Allemagne).

Joue enfin toute l'idéologie malthusienne, notamment en Europe, similaire à celle qui prévalait dans les années 1930 : dégager un excédent budgétaire préalable, dans la lignée des idées de Hayek (l'épargne préalable) contre Keynes (l'investissement préalable). Ce n'est pas, il faut y insister, l'idéologie qui prévaut aux États-Unis, ni en Chine. En outre, le gouvernement français refuse toute perspective d'accroissement des impôts, et même de transformation progressive du système d'impôts et de cotisations sociales. Mais les impôts ne suffisent pas. Il faut des avances pour se développer. Des avances *avant* de s'être développé. Cela

permet une impulsion de demande immédiate, et de commencer à transformer l'offre vers une nouvelle efficacité, sociale et écologique. Cela prend du temps et exige une action qui contrecarre les incitations dominantes, de façon à ensuite « avaler » en quelque sorte la dette et progressivement résorber les différents déficits, non seulement budgétaires, mais aussi réels (emploi, santé, écologie, etc.).

La recherche d'un nouveau paradigme

Les dominants recherchent un nouveau paradigme. Nous sommes dans une nouvelle phase de la crise du CME (capitalisme monopoliste d'État), du CME en crise, une sorte de « tragédie de fin de cycle long », qui n'en finit pas car le cycle long lui-même est profondément déformé, étendu, voire en disparition.

a. Depuis 2008 et la crise financière mondiale, un tournant s'est opéré vers la remontée de l'intervention de l'État et sa re-légitimation.

b. Beaucoup d'argent a été mis pour sauver les banques, et cela a creusé soudainement et fortement les dettes publiques.

c. Cet argent est allé, pour l'essentiel, au capital et à son développement.

Tout ceci a été démultiplié avec la pandémie et le « quoi qu'il en coûte ».

a. À présent, les dominants attendent de l'État qu'il donne de la visibilité de moyen terme aux grands groupes, qu'il développe la commande publique militaire, qu'il appuie la nouvelle phase « IA » de la révolution informationnelle et la transformation technologique des grands groupes, par ses financements et sa législation.

b. Le contexte est celui de la recherche d'une réponse à la crise du CME-S (capitalisme monopoliste d'État social), dont la crise de rentabilité qui se poursuit est une composante décisive. La réponse a été celle d'un CME de plus en plus anti-social. C'est-à-dire notamment : (1) beaucoup d'intervention publique (voire plus : plus d'aides publiques aux entreprises), mais sous pilotage du capital, en attaquant les dépenses sociales, salariales ou de services publics et en favorisant tout ce qui est précarité, en stimulant patiemment la financiarisation, (2) des constructions zonales (telles l'UE) éloignant certaines fonctions de l'État de l'intervention populaire tout en les globalisant et développant elles aussi la financiarisation et les constructions anti-sociales, (3) des institutions internationales publiques (FMI, OMC.) au service du capital, organisant la globalisation financière, (4) enfin, de la part des entreprises, des transformations technologiques profondes, approfondissant

la révolution informationnelle, mais aussi la récupérant et la modelant pour le capital.

c. Aujourd'hui, la question que se pose le capital est de changer les règles, pour une sorte de « nouvelle alliance État capital », des liens État-capital encore resserrés, l'impérialisme étatsunien travaille dans ce sens.

d. Du point de vue de la mondialisation, nous irions plutôt vers une nouvelle phase de celle-ci que vers moins de mondialisation. Ceci d'autant plus que les interpénétrations demeurent, en particulier les réseaux mondiaux des multinationales implantées dans beaucoup de pays, et que les interdépendances financières internationales sont inscrites jusque dans les stocks de dette.

Trump en rajoute sur l'austérité

Trump en rajoute en pression austéritaire sur le reste du monde (aux États-Unis, c'est plus complexe, puisqu'il programme un déficit budgétaire accru, une augmentation des dépenses publiques, en même temps qu'une baisse drastique des effectifs de fonctionnaires... qu'il a beaucoup de mal à réaliser, malgré la brutalité d'Elon Musk).

En quoi les décisions de l'Administration Trump renforcent les pressions austéritaires ?

a. La hausse des droits de douane (les « tarifs ») va peser sur les débouchés d'exportation de l'ensemble des pays, donc sur leur croissance.

b. La hausse des investissements directs étrangers aux États-Unis, qui est attendue en réaction à la hausse des droits de douane, au moins pour une part, va diminuer les capacités de production des pays tiers et aspirer leurs financements.

c. Mais, derrière les tarifs, c'est le dollar qui est crucial pour Trump et son administration, car il permet toute la domination des États-Unis et de leurs multinationales, fonctionnant comme une pompe aspirante/refoulante de capitaux et de ressources. En conséquence, les décisions visent à booster les flux de capitaux vers les États-Unis, parce qu'elles assèchent les marchés de capitaux et font monter les taux d'intérêt, renforçant l'austérité.

d. Enfin, il y a le chantage étatsunien envers l'UE : « aidez-nous à organiser la dépréciation contrôlée du dollar, achetez-nous plus de produits US. Et pour éviter le reflux de capitaux hors des États-Unis (fuyant une monnaie dont la valeur baisse), engagez-vous à placer vos capitaux aux États-Unis, en Bons du Trésor à 100 ans ou perpétuels, pour soutenir le dollar US et notre effort de guerre (US), effort que nous effectuons pour l'ensemble du monde 'libre' et démocratique [en même temps cela financera l'avance technologique informationnelle de nos multinationales, mais ce n'est pas dit] ». Il a été clairement formulé par Stephen Miran, le chef économiste de la Maison Blanche¹.

Cet ensemble forme donc un nœud coulant particulièrement déflationniste pour l'UE (hausse des intérêts, donc des charges de la dette et du coût des investissements productifs, diminution du PIB potentiel, et même diminution du PIB tout court). Il faut en sortir.

En réponse européenne à Trump, nous avons :

a. Des forces de la capitulation et de la collaboration, telles Christine Lagarde et Ursula von der Leyen, engageant une fuite en avant vers encore moins de droits de douane, plus de libre-échange et une acceptation du « narratif » de Trump.

b. Des inquiets contradictoires, tels Mario Draghi qui dit, en substance, dans son rapport sur *La compétitivité eu-*

ropéenne : il faut augmenter les dépenses publiques dans l'UE... mais pour le capital. Ce qui est quand même sortir d'une certaine austérité... mais avec un remède comparable au mal.

c. Une position plus lucide encore a été exprimée par Mathilde Lemoine, de la banque Rothschild : il faut une « réponse pacifique » au défi guerrier de Trump, accroître les dépenses publiques d'éducation et de recherche, c'est bien plus efficace que de relancer une course aux armements. Mais, de même que Mario Draghi, elle propose un financement par les marchés financiers, les marchés de capitaux ! Ce qui va non seulement accroître la tension sur ceux-ci et les taux d'intérêt, soumet ces dépenses aux logiques de spéculation et du capital, mais surtout passe à côté des conséquences de la bataille que va mener le dollar. Elle propose de rivaliser avec lui sur les marchés financiers (en substituant des titres financiers européens aux titres financiers étatsuniens en dollar). Mais la rivalité se fera sur le taux de rendement, donc en pompant des charges financières sur les dépenses publiques !

Il faut, en réalité, pour sortir de l'austérité de façon cohérente, oser affronter le dollar, certes, mais en faisant appel à la création monétaire et se tourner vers le Sud global, dont les BRICS.

Actuellement, l'UE met en œuvre une version mixte de la position de von der Leyen et de Draghi : accroître les dépenses militaires (800 milliards d'euros sont annoncés), coller économiquement aux États-Unis, renforcer l'austérité pour le reste. Deux commentaires : on trouve donc l'argent ! mais on déprime le social et le potentiel économique (sauf l'industrie de l'armement et les services qui vont avec). C'est une impasse !

On a connu cela dans les années 1930. Michel Margairaz l'a rappelé. Y compris, à partir de 1933, de la création monétaire et des emplois... pour les armes, en Allemagne. Or acheter des armes, c'est s'endetter, cela ne produit pas. Il faut donc la guerre pour que les armes « produisent » ! Raisonnement macabre... Pendant le même temps, Roosevelt engageait le *New Deal* : création monétaire, pour des grands travaux utiles socialement et productifs.

Il existe cependant une prise de conscience nouvelle, partiellement refoulée, de l'impasse de l'austérité. Il faut s'appuyer dessus. On a cité Draghi et Lemoine. Mais on peut aussi citer les décisions prises en Allemagne, sous l'impulsion de Friedrich Merz. On y lève le « frein à la dette », pour les dépenses militaires, et on crée un Fonds de 500 milliards d'euros de financement des dépenses, militaires mais aussi pour les infrastructures publiques, les collectivités et pour la compétitivité industrielle. Roland Kulke l'explique très bien. Voyons bien que c'est un revirement. Il était déjà annoncé par un revirement de la Bundesbank. Nos camarades de Die Linke ont contribué à ce revirement. Forts des échanges que nous avons dans le PGE, ils ont mené courageusement une campagne pour accroître les dépenses par un Fonds nouveau... mais pour les services publics, l'emploi, la santé, l'écologie. Et, sur cette base, ils ont enregistré un beau progrès : 8 % aux législatives contre 3 % aux européennes. Les partis français de gauche devraient en prendre de la graine !

En Allemagne, la pression sociale monte pour que les dépenses nouvelles soient utilisées, non pour le capital et la course aux armements, mais pour les services publics et l'écologie.

Tout cela constitue une nouveauté sur laquelle il faut s'appuyer : il est possible d'accroître massivement les dépenses publiques ! Mais il faut le faire en les dirigeant vers les ser-

vices publics et pour une nouvelle production (écologique et sociale). Donc, j'ajoute, et c'est un enjeu décisif, il faut prioriser l'emploi, la formation mais aussi le faire en commun, en Europe, pas l'Allemagne toute seule, face aux autres, voire à leur détriment. D'autant plus que, avec le tournant US, même l'Allemagne souffrira alors de l'insuffisance d'activité, donc de demande, dans les autres pays de l'UE.

Un défi pacifique commun aux peuples du monde entier

Il y a un enjeu européen et un enjeu mondial. Mais cet enjeu d'un progrès massif des dépenses publiques et sociales se heurte au dollar et au chantage de Trump qui, vis-à-vis des BRICS, s'est complété d'un chantage contre toute velléité de viser une monnaie commune mondiale, alternative au dollar.

C'est un défi pacifique. On a vu qu'une représentante des économistes milieux financiers, Mathilde Lemoine, le prenait ainsi, le besoin « d'une réponse pacifique » aux mesures prises par les États-Unis. En outre, elle insiste sur le besoin d'un plan pluri-annuel « d'investissement », insistant sur la technologie et sur l'énergie, c'est-à-dire d'une action sur l'offre. Mais, on l'a dit, elle ne voit pas l'exigence de changement sur le *contenu des dépenses* en commençant à faire prédominer les dépenses d'emploi et de formation sur les dépenses d'investissement matériel, ni l'exigence de lutter contre la croissance financière. Ensuite, elle insiste : l'enjeu c'est « le dollar et la déstabilisation de l'euro ». Et on peut penser que, là où elle est, elle sait de quoi elle parle. Là, nous partageons. Mais, seconde différence ou limite, elle ne voit pour répondre à cet enjeu que l'épargne, les capitaux existants, comme on l'a dit plus haut. Elle propose un bras de fer sur les bons du Trésor, face aux États-Unis, mais rien sur la création monétaire. C'est pourtant un élément décisif ! Car c'est, d'une part, la façon de se projeter au-delà du cadre malthusien et déflationniste, en anticipant sur la croissance à venir ; c'est, d'autre part, la façon de développer une autre compétitivité, en baissant d'autant plus le coût du capital (par bonification d'intérêts jusqu'à 0 %) que les dépenses financées (investissements, recherche) développent l'emploi de qualité. C'est fondamental, à la fois pour la réussite en termes de coûts et d'efficacité, mais aussi pour la mobilisation des ressorts humains, des forces sociales de nos sociétés. Enfin, troisième différence ou limite, tout cela est présenté sans le Sud ! Or lui aussi est indispensable.

Il n'en reste pas moins que sa position, comme celle du futur chancelier Allemand Friedrich Merz, témoigne non seulement d'un tournant possible, mais d'un potentiel de rassemblement, ou tout du moins d'alliances de raison. Un monde nouveau pousse, la gauche peut relever le défi posé pour ce monde nouveau, elle a des alliés pour ce faire, les consciences commencent à bouger. C'est un peu ce qu'explique M. Margairaz quand il montre que, dès le début des années 1940, certaines élites économiques françaises commencent à tourner en faveur d'une création monétaire massive d'un nouveau type. Enfin, même les règles européennes, si austéritaires et réactionnaires qu'elles soient, donnent une opportunité. Le pacte de stabilité, réformé, permet de prendre 4 à 7 ans pour retrouver une « trajectoire viable » de réduction du déficit public.

Par parenthèse, Marine Le Pen, elle, s'était exprimée dès février 2024, dans *Les Échos*, visant à rassurer les grands milieux d'affaire pour désigner la dette (publique) comme « la principale menace pour notre souveraineté » et se prononcer en faveur de réserver l'endettement nouveau aux

seules dépenses pour le capital (« investissement »), le refusant pour l'emploi ou la formation (« le fonctionnement »). C'est-à-dire contre le développement des services publics et du potentiel de croissance saine et de développement. Il y a bien donc une bataille politique, et de classe, sur le type de dépenses !

Que faire ?

Que faire donc ? Il faut trouver les voies et moyens d'une création monétaire commune, à bas coût et « orientée », sélective, pour les services publics, une nouvelle industrialisation, l'écologie, dont le climat.

Cela nécessite et portera un autre ordre du monde. Il est en phase avec les grandes exigences portées par le mouvement des années 1970 pour un « nouvel ordre économique international » (NOEI), qui avait débouché sur plusieurs décisions de l'ONU.

Il est possible d'entamer ce mouvement. Il faut le faire à différents niveaux géographiques. Cela pose la question d'une monnaie commune mondiale alternative au dollar (ce qui était en germe dans les résolutions pour un NOEI).

En France et dans l'UE, il existe un potentiel nouveau pour le faire, et le faire en commun, à plusieurs pays (sans le préalable de changer les traités). On peut créer un Fonds européen pour le développement solidaire des services publics et de leur emploi, alimenté par la création monétaire de la BCE à 0 %, finançant les dépenses des États, si elles développent les services publics et leur emploi-formation. L'article 123.2 du traité sur le fonctionnement de l'UE le permet (traité « de Lisbonne »). Il faut s'appuyer sur les potentiels existants en France, en Allemagne, en Espagne, en Belgique, mais aussi en Grèce, en Italie, ou dans les pays d'Europe centrale et orientale. On pourrait commencer par un Fonds dédié à la santé (les soignants) et au fret ferroviaire (donc le climat), deux besoins vitaux et communs dans l'UE, ainsi que si possible l'éducation et la recherche. Ce qui est important, c'est : la création monétaire (au lieu des marchés financiers et de l'épargne) et le bas taux (donc la baisse du coût du capital).

Il faut en même temps articuler cet outil « positif », de stimulation et d'incitation, à des outils dissuasifs et de pénalisation. Une pénalisation des dépenses néfastes, en pratiquant des taxations et des taux d'intérêts très élevés pour les prêts finançant des placements financiers, des exportations de capitaux et des suppressions d'emploi.

Avec le Sud, il faut engager une autre relation, dans une sorte de « pivot » vers les États les plus pauvres et sous-développés du Sud, comme vers les BRICS, dont la Chine, ainsi que le Brésil si proche de la France à beaucoup d'égards. La France et l'UE doivent engager un pivot de leur politique pour travailler à un pont avec le Sud global, se tourner vers lui, dans une relation coopérative et de co-développement. Particulièrement l'Amérique latine, mais aussi l'Afrique, sur un contenu, dans une perspective d'appui à un développement nouveau, contre l'austérité portée par le FMI, le dollar, mais aussi contre le néo-colonialisme du Franc CFA.

Là aussi, il faut

- Un afflux monétaire massif à 0 %.
- Pour les défis communs du développement des services publics et d'une nouvelle industrialisation, pour le climat, contre la pauvreté et les inégalités, pour développer les biens communs.
- Comment ? en affectant cette création monétaire aux banques centrales, pour d'une part financer les services pu-

blics, et d'autre part si le crédit refinancé dans leur économie développe l'emploi.

d. Compte-tenu de l'importance quantitative et de la dimension démocratique, coopérative et non coloniale, il faut donc une monnaie commune mondiale alternative au dollar.

- C'est possible, à partir des DTS (droits de tirage spéciaux), panier de monnaies du FMI. Et il faudra transformer leur composition, réformer profondément le FMI et sa gouvernance (droits de vote, lien à l'ONU), et ses critères d'allocation de la création monétaire en DTS, qui devront tenir compte, pour une part importante, de l'importance démographique des pays, et pas seulement de leur richesse monétaire!

- L'enjeu est celui d'une unification nouvelle du monde, contre les fracturations qui montent.

- Nous pourrions porter la perspective d'une conférence monétaire et financière mondiale, une sorte de compromis de progrès, à partir d'un double souci : la conversion de la dette publique, notamment US, les défis de financement communs du climat, de la santé, de l'emploi, d'une autre industrialisation et de l'ensemble des biens communs, par création monétaire. Pourquoi ne pas utiliser le moment de la COP30 à Belem comme une étape pour porter cette question en la centrant sur le climat?

e. En parallèle, il faut engager une sortie du libre-échange fou vers, non pas un protectionnisme généralisé, mais une maîtrise des échanges et investissements internationaux en faveur d'un développement de l'emploi et des biens communs dans les pays, qui exige à la fois des me-

sures de protections sociales et écologiques, et des mesures d'incitation de développement, jusqu'au partage des technologies.

f. Dans cette direction, deux perspectives concrètes pourraient être travaillées : des traités bi- ou multilatéraux de maîtrise des échanges et des investissements internationaux ; une transformation de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), institution de maîtrise des échanges et investissements pour l'emploi et les biens communs, et de partage des technologies.

g. Enfin, une transformation de la gouvernance et des critères de gestion des entreprises est nécessaire à engager.

Au total, c'est tout l'agenda du NOEI posé dès les années 1970 qui revient. Mais spécifié et précis, au-delà de déclarations généreuses mais chargées de flou, d'ambiguïtés, récupérables ou détournables. Il faudra, je le crois profondément, aller dans cette direction de façon effective et assez franche, si ce n'est radicale. Il s'agit d'ouvrir des libertés nouvelles. La monnaie, sa maîtrise, est au cœur de ces enjeux, dont les institutions qui la gèrent (FMI, banques centrales) et ses utilisations au plus près des préoccupations concrètes des « gens » et des mouvements sociaux, syndicaux, revendicatifs. Pour un chemin commun d'émancipation démocratique nouveau.

1. Voir Y. Dimicoli, « Trump et le dollar », *Économie&Politique*, n° 846-847.

